



Compte 2021

Rapport d'analyse

Rapport établi en application de l'article 89 de la Loi Organique du 08.07.1976

Thibaut Stevens
Directeur Financier
Le 7 juin 2022.

1. Contexte et tendances générales

L'exercice 2021 du CPAS a été marqué par les effets de la crise sanitaire COVID-19 et ce pour la deuxième année consécutive. Là où, en 2020, la croissance du nombre d'aides octroyées était encore restée mesurée, la croissance du nombre de personnes aidées –parfois ponctuellement– augmente de 8% sur le seul exercice 2021.

| Nature de l'aide/an | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Intégration sociale | 1030 | 1060 | 1212 | 1316 | 1407 | 1466 | 1576 | 1647 | 1699 | 1742 | 1767 |
| Equivalent Intégration sociale DOUBLON DIS ERRI | 227 | 206 | 196 | 184 | 156 | 148 | 154 | 158 | 145 | 140 | 154 |
| Autres aides sociales ILA | 468 | 483 | 572 | 584 | 743 | 885 | 1116 | 1230 | 1295 | 1294 | 1495 |
| Total | 1.725 | 1.749 | 1.980 | 2.084 | 2.306 | 2.499 | 2.846 | 3.035 | 3.139 | 3.176 | 3.416 |
| <i>Evolution</i> | 5% | 1% | 13% | 5% | 11% | 8% | 14% | 7% | 3% | 1% | 8% |

Sources : Tableau croisé dynamique données NHSocial (2011-2016) / E.O.S. (2017-21)

Ce tableau mesure l'évolution du nombre de personnes ayant bénéficié, au moins une fois dans l'année, soit du revenu d'intégration, soit de l'aide sociale équivalente, soit uniquement et à l'exclusion des deux types d'aides précédemment cités, d'une autre aide sociale (Frais médicaux, paiement factures ...)

Le nombre de bénéficiaires du **revenu d'intégration** augmente légèrement, ainsi que le nombre de bénéficiaires de **l'aide sociale équivalente** au revenu d'intégration.

Le nombre de bénéficiaires de **l'aide sociale** augmente de **15% sur la dernière année**.

Ces évolutions doivent être nuancées :

- le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration (ou équivalent) affiché dans le tableau ne présente pas de lien avec la durée de l'aide. La croissance des montants payés en 2021 (+ 4%) est supérieure à la croissance du nombre de bénéficiaires (+1,5%), ce qui sous-entend que les personnes sont en moyenne dépendantes de l'aide pour une durée plus longue que par le passé ;
- le confinement de la population en 2020 dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 a porté un coup de frein aux nouvelles demandes d'aide pendant l'année 2020. L'effet de décalage dans le temps est sensible dans les statistiques de 2021, en particulier quant à l'octroi de l'aide sociale ;
- de nombreuses aides ont été payées dans le cadre des différents subsides COVID-19 dont le CPAS a bénéficié. Il n'y a donc pas de lien direct entre la croissance du nombre de personnes aidées et l'impact de ces aides sur l'équilibre budgétaire du CPAS.

Notons que les statistiques du tableau sont basées sur les aides payées. En termes de charge de travail pour le service social et d'impact budgétaire, le tableau est une sous-estimation de la réalité car il ne tient pas compte des demandes non abouties, ni de la complexité croissante des dossiers.

2. Synthèse du compte

Le compte 2021 du CPAS génère une **diminution de 11.379,09€** de la dotation communale, à inscrire au budget 2022 par voie de modification budgétaire.

Ce montant couvre en réalité deux notions :

- le résultat comptable de l'exercice. Pour 2021, celui-ci s'élève à **- 68.929,01€** ;
- un résultat de trésorerie qui se manifeste par le provisionnement complémentaire du fonds pour créances aléatoires (ou par une reprise de provision). Pour 2021, cette variation du fonds pour créances aléatoires s'élève à **- 80.308,10€**. Le solde du fonds en 2021 est donc inférieur au solde de l'exercice précédent. La différence est remboursée à la commune.

Relevons d'emblée l'effet de 'vases communicants' qui marque l'exercice 2021 :

- la mise en irrécouvrable d'un volume important de créances anciennes génère un déficit comptable ;
- en parallèle, la 'disparition' de ces créances vient diminuer le solde du fonds pour créances aléatoires (entre 10% et 100% de la créance, selon sa nature) et génère un résultat positif de trésorerie.

Le **résultat comptable**, quant à lui, se décompose comme suit :

- résultat comptable de l'exercice 2021 (droits constatés 2021 – engagements 2021) : + 184.088,69 € ;
- le solde comptable cumulé des exercices antérieurs à 2021 : + 359.114,80€;
- le solde des opérations relatives aux exercices antérieurs (crédits abandonnés – recettes irrécouvrables) : -612.132.50€

L'analyse suivante apporte des éclaircissements relatifs aux évolutions financières qui ont caractérisé l'exercice 2021.

Dans les pages qui suivent, la notion de « résultat » utilisée a trait au résultat comptable du CPAS et ne tient donc pas compte **de la variation du fonds pour créances aléatoires**.

Une remarque quant à la lecture des tableaux : les colonnes « % » en rouge indiquent un taux de croissance annuel moyen sur la période 2018/2021 alors que la colonne « % 20-21 » indique l'augmentation proportionnelle du montant en question entre les comptes 2020 et 2021.

3. Synthèse générale

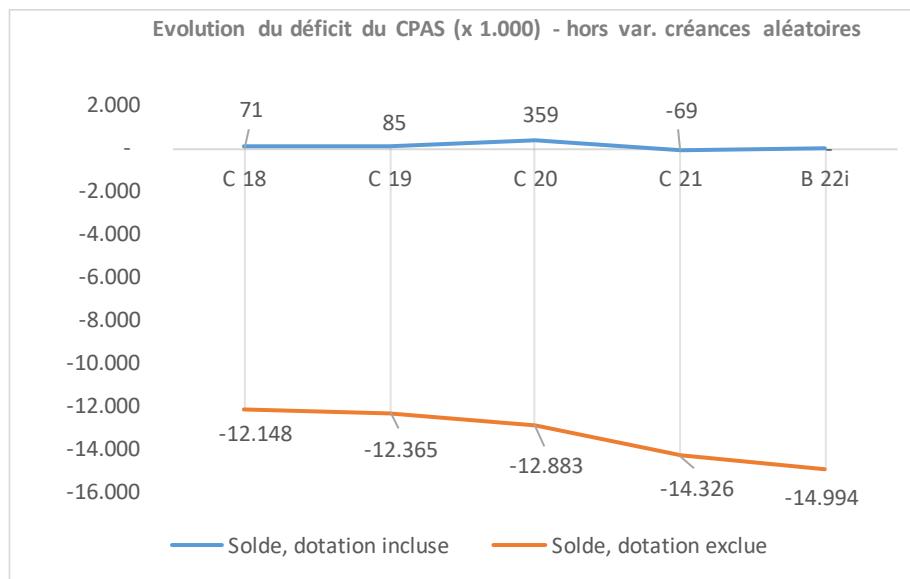
3.1. Evolution du résultat du CPAS

Le résultat comptable de l'exercice 2021 s'élève à **-68.929,01€**.

Si l'on **exclut la dotation communale**, le déficit du CPAS se creuse davantage par rapport à 2020, passant de 12,88 millions € à 14,33 millions €. L'impact de la crise sanitaire, entre autres sur les frais de l'aide sociale, a été combiné à une forte augmentation des charges de personnel en 2021

suite aux recrutements « COVID-19 » et à la mise en œuvre de l'accord sectoriel conclu au sein du Comité C (introduction du deuxième pilier de pensions, revalorisation des barèmes).

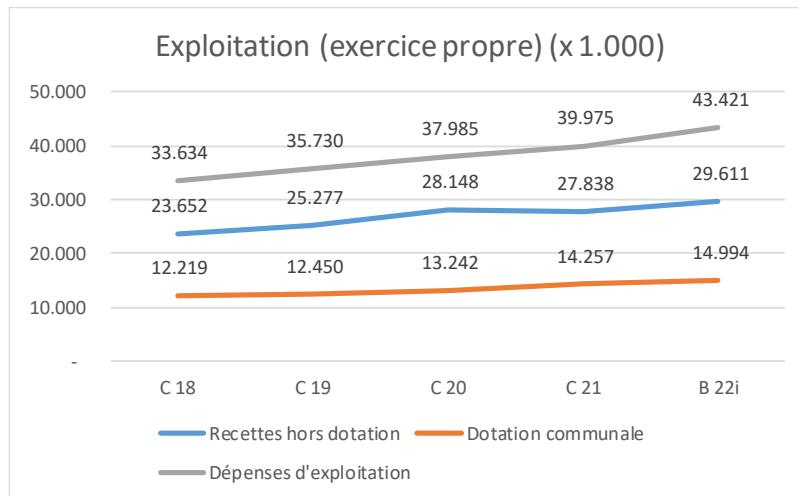
Par ailleurs, le résultat comptable est fortement impacté par les créances irrécouvrables du passé. Ce phénomène est très largement compensé par la diminution du fonds pour créances aléatoires (voir plus loin).



| | C 18 | C 19 | C 20 | C 21 | B 22i |
|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| Exploitation | -10.428 | -10.182 | -10.636 | -11.867 | -13.765 |
| Investissement | -1.721 | -2.184 | -2.247 | -2.459 | -1.229 |
| Solde | -12.148 | -12.365 | -12.883 | -14.326 | -14.994 |

3.2. Evolution du budget d'exploitation

L'écart entre les recettes et les dépenses d'exploitation se creuse depuis de nombreuses années, même s'il s'est temporairement résorbé en 2020. Hors dotation communale, cet écart s'élève à 9,982 millions € au compte 2018 pour s'élever en 2021 à 12,137 millions €.



| | C 18 | C 19 | C 20 | C 21 | % | % 20-21 | B 22i |
|--------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------|----------------|--------------|
| Ecart R/D d'exploitation | 2.237 | 1.997 | 3.081 | 2.120 | -1,8% | -31,2% | 1.184 |
| Ecart excl. dotation | -9.982 | -10.453 | -10.161 | -12.137 | 6,7% | 19,5% | -13.810 |

La résorption en 2020 de l'écart entre les recettes et les dépenses est imputable aux nombreux subsides dont le CPAS a bénéficié dans le cadre de la crise COVID-19 et dont une part importante a été actée en fonds de réserve à la clôture de l'exercice 2020 afin de financer des dépenses sociales en 2021. Le chiffre de 2020 est donc flatté de +/- 1,6 millions €. Pour 2021, il faut tenir compte du fait que 0,94 millions € ont été ponctionnés sur ces réserves COVID ; ces recettes de prélèvement n'apparaissent pas dans le graphique ni dans le tableau ci-dessus. L'écart réel entre les recettes et les dépenses d'exploitation en 2021 est donc plutôt de l'ordre de -11.193.000€.

3.3. Evolution des recettes d'exploitation (exercice propre, hors F.I. et prélèvements) x 1.000

| | C 18 | C 19 | C 20 | C 21 | % | % 20-21 | B 22i |
|---------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------|----------------|--------------|
| Prestations | 3.373 | 3.668 | 3.676 | 3.704 | 3,2% | 0,7% | 3.923 |
| Dotation communale | 12.219 | 12.450 | 13.242 | 14.257 | 5,3% | 7,7% | 14.994 |
| FSAS | 506 | 550 | 597 | 645 | 8,4% | 8,1% | 620 |
| Autres transferts | 19.695 | 20.981 | 23.472 | 23.410 | 5,9% | -0,3% | 24.990 |
| Produits financiers | 77 | 77 | 78 | 78 | 0,2% | -0,5% | 78 |
| Total | 35.871 | 37.727 | 41.066 | 42.094 | 5,5% | 2,5% | 44.605 |
| Total hors dotation | 23.652 | 25.277 | 27.824 | 27.838 | 5,6% | 0,0% | 29.611 |

Hors dotation communale, **les recettes restent totalement stables** après la forte croissance de 11,4% l'année passée.

Certains subsides perçus dans le cadre de la crise sanitaire en 2020 ont été reconduits en 2021, tels la majoration de 15% du remboursement du RIS par l'Etat, la 'prime RIS' mensuelle de 50€ (diminuée de moitié à partir d'octobre 2021) ou encore la compensation de la chute des recettes de facturation de la maison de repos et de la Colline, ainsi que la baisse des heures prestées par le SAD. D'autres subsides ont été propres à 2020 et 'dopent' les chiffres de 2020.

De fait, la rubrique '**autres transferts**' reste relativement stable.

Les recettes de **prestation** n'affichent qu'un rythme de croissance faible (+ 0,7%). En 2020, la fermeture de la Colline et la sous-occupation du Home avaient entraîné une diminution des recettes facturées (-5,4%) mais qui avaient été compensées par un phénomène exceptionnel : la récupération auprès d'ERASME du financement fédéral de l'hôpital, datant des années 2013-14 et enfin liquidés par le SPF Santé Publique (205.000€). Si l'on exclut ce phénomène exceptionnel de 2020, la croissance des recettes de prestation s'élève à 6,7% en 2021.

Si l'on tient compte des recettes de prélèvement de 944.000€ sur le fonds de réserve « COVID-19 » qui vient financer le budget de recettes d'exploitation pour l'octroi d'aides sociales spécifiques, le taux de croissance des recettes d'exploitation (hors dotation communale) peut être estimée à 3,4% par rapport à 2020.

Les 3 modifications budgétaires de 2021 ont entraîné une majoration de la **dotation communale** de +/- 404.000€ afin d'absorber le surcoût lié à la gestion de la crise sanitaire ainsi

que la charge nette, pour 2021, de l'accord sectoriel conclu au sein du Comité C et dont l'impact financier pour le CPAS n'est que partiellement subsidié.

3.4. Evolution des dépenses d'exploitation (exercice propre, hors F.I. et prélèvements) x 1.000

| | C 18 | C 19 | C 20 | C 21 | % | % 20-21 | B 22i |
|---------------------|--------|--------|--------|--------|------|---------|--------|
| Personnel | 12.339 | 13.033 | 13.659 | 14.825 | 6,3% | 8,5% | 16.479 |
| Fonctionnement | 5.104 | 5.271 | 5.302 | 5.324 | 1,4% | 0,4% | 5.784 |
| Redistribution | 15.755 | 16.959 | 18.568 | 19.341 | 7,1% | 4,2% | 20.727 |
| Charges financières | 436 | 467 | 456 | 485 | 3,6% | 6,3% | 431 |
| Total | 33.634 | 35.730 | 37.985 | 39.975 | 5,9% | 5,2% | 43.421 |

Les charges de **personnel** augmentent sensiblement en 2021 (+8,5%) suite aux recrutements effectués dans le cadre de la crise 'COVID', à l'indexation des salaires en novembre 2021 et à la mise en œuvre de l'accord sectoriel qui induit une revalorisation des barèmes D et E ainsi que la mise en place d'un second pilier de pensions pour le personnel contractuel. Notons que, en l'absence d'informations précises sur les primes de rattrapage de pensions à payer, nous avons pris l'option d'engager l'intégralité des crédits de dépenses prévus à cet effet.

Remarque : une partie de la croissance des charges de personnel est subsidiée par les fonds 'COVID'.

Les mesures de gestion mises en place depuis des années contribuent à stabiliser les charges de **fonctionnement** (+0,4%). Un effet indirect est enregistré par le biais de Wolu-Facilities : les services de Wolu-Facilities étant basés sur des prix de 2014 indexés, la majeure partie de l'impact lié aux augmentations de prix appliquées par les fournisseurs est globalisée dans les déficits (de la cuisine, majoritairement) et repris dans la rubrique 'redistribution'.

La croissance des dépenses de **redistribution** est très largement imputable à la croissance des aides sociales : + 503.000€ de dépenses de RIS/ERIS et + 470.000€ de dépenses d'aide sociale. Ces dépenses sont largement subsidiées par l'Etat (au sens large) dans le cadre de la crise sanitaire.

3.5. Dépenses nettes par fonction

La différence entre les dépenses et les recettes d'exploitation, par fonction budgétaire, donne un aperçu du 'solde net à financer' (via la dotation communale) par domaine d'action du CPAS. Les phénomènes décrits ci-dessus ont évidemment une influence sur le coût net des services.

Le tableau qui figure en page suivante appelle un commentaires d'ordre général:

- toutes autres choses restant égales, les services les plus 'consommateurs' en personnel de manière générale et/ou de personnel ouvrier en particulier, supportent le surcoût lié à la mise en œuvre de l'accord sectoriel avec effet rétroactif au 01.01.2021 ;
- dans certains services, les **charges salariales** 2021 sont en forte augmentation suite aux recrutements « COVID-19 » effectués déjà en 2020. Les subsides correspondants ont déjà été en grande partie perçus en 2020. Les charges enregistrées en 2021 (et prises en compte dans le calcul du coût net du service) sont équilibrées au moyen d'une recette de prélèvement sur ces fonds de réserve. Ce prélèvement est **global** et non détaillé par service.

- le lecteur tiendra compte de ces phénomènes dans l'évaluation de la croissance de certains déficits, à l'administration générale (+ 400.000€ de charges salariales par rapport à 2020), à l'ICT (+ 40.000€), au service social (+ 360.000€), à la maison de repos (+ 150.000€) et au SAD (+ 180.000€) ;
- dans les établissements et services de soins, la chute des recettes facturées est contrebalancée par la perception de subsides 'COVID' : Home, Colline, SAD. Ces subsides sont comptabilisés sous la fonction « 8790 COVID » et n'apparaissent donc pas aux fonctions budgétaires relatives aux services en question.

| | C 18 | C 19 | C 20 | C 21 | % | % 20-21 | B 22i |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------|----------------|--------------|
| Administration générale | 2.619 | 2.464 | 2.430 | 2.795 | 2,2% | 15,0% | 2.885 |
| Patrimoine privé | -69 | -68 | -60 | -56 | -6,6% | -7,1% | -56 |
| Services généraux | 72 | 160 | 62 | 155 | 28,8% | 148,7% | 218 |
| Aide sociale | 4.479 | 5.592 | 6.570 | 6.962 | 15,8% | 6,0% | 7.684 |
| Maisons de repos | 2.348 | 2.227 | 2.442 | 2.134 | -3,1% | -12,6% | 2.461 |
| Centre de services communs | 115 | 53 | -15 | 118 | 0,8% | -874,7% | 127 |
| ILA | -26 | -5 | -36 | -39 | 14,0% | 8,4% | 211 |
| Aides familiales & seniors | 589 | 450 | 377 | 576 | -0,7% | 52,9% | 555 |
| Repas à domicile | 138 | 125 | 192 | 192 | 11,5% | 0,0% | 186 |
| IP/emplois d'insertion | 469 | 634 | 792 | 717 | 15,2% | -9,5% | 886 |
| Médiation de dettes | 43 | -3 | -13 | 14 | -31,2% | -209,3% | 66 |
| Maisons cure/convalescence | 55 | 51 | 47 | 47 | -5,3% | 0,2% | 57 |
| Logements personnes âgées | 7 | 22 | 33 | 17 | 33,9% | -48,6% | 53 |
| Hôpital en liquidation | 53 | 95 | -110 | 94 | 21,2% | -185,9% | 97 |

(*)recettes et dépenses générales, FSAS, avances, pensions alimentaires et COVID-19 non reprises dans le tableau

Considérant ces phénomènes exceptionnels, il est fort difficile de se faire une idée précise, au-delà du constat 'comptable' qui apparaît dans le tableau ci-dessus, du coût net réel de chacun des services.

3.6. La variation du fonds pour créances aléatoires

Les CPAS sont légalement tenus de constituer une provision pour les créances aléatoires. En effet, au fil du temps –ou selon la nature des créances concernées- le recouvrement de certaines créances devient très incertain. La constitution d'une provision ad hoc vient augmenter la dotation communale et est à considérer comme une avance de trésorerie de la part de la commune, permettant au CPAS d'assurer son fonctionnement dans l'attente du recouvrement de la créance. Le recouvrement futur d'une telle créance viendra alors diminuer la provision constituée au préalable et ainsi diminuer la dotation communale.

Le montant total de la provision s'élève à 1.867.996,21€ et se décompose comme suit :

- 774.282,24€ concernent les créances de plus de cinq ans qui doivent être provisionnées à 100% ;
- 162.824,07€ concernent le solde des créances qui font l'objet d'un remboursement échelonné et qui doivent également être provisionnées à 100% ;
- 0€ concernent le solde des créances sur des entreprises en faillite et qui doivent également être provisionnées à 100% ;

- 15.396,70€ concernent des créances en remboursement des avances datant de plus de 3 ans et qui doivent être provisionnées à 100% ;
- 915.493,20€ concernent la provision à concurrence de 10% des créances datant de moins de 5 ans.

A la clôture du compte 2020, une provision de 1.948.304,31€ avait déjà été constituée, il y a donc lieu d'acter **une reprise de provision sur le fonds de 80.308,10 € pour 2021, à enregistrer au budget 2022.**

La diminution de la dotation au fonds pour créances aléatoires est la conséquence des phénomènes suivants :

- une augmentation mécanique du montant à provisionner, découlant de la croissance de la masse budgétaire (+ 700.000€ de recettes par rapport à 2020) ;
- le ralentissement de la récupération de certaines créances en conséquence des effets de la crise sanitaire 2020-2021 ;
- l'énorme travail effectué en 2021 sur les droits reportés du passé. Ce travail a conduit à la mise en irrécouvrable d'un nombre important de créances.

3.7. Les investissements et le financement des investissements

En 2021, les dépenses d'investissement pures s'élèvent à plus de 2,6 millions € et sont financées au moyen de nouveaux emprunts (2,44 millions€) et par des prélèvements. La transformation de la maison Chaussée de Roodebeek en bureaux et logements a été finalisée en 2021. Par ailleurs, une grande partie des coûts relatifs au gros œuvre de la construction du nouveau centre de court-séjour a été prise en charge en 2021 (2,09 millions € au total, y compris les travaux réalisés sur les ailes du Home Saint-Lambert impactées par les travaux).

3.8. La dette du CPAS

La dette à long terme du CPAS a diminué en 2021 (-3,63%) et ce pour la cinquième année consécutive: le montant d'emprunts remboursés est supérieur à celui des nouveaux emprunts conclus.

Les charges d'intérêt augmentent, même si la croissance du coût net de la dette reste mesurée (2,56%).

Il est acquis que cette tendance se renforcera dès 2022, au vu du volume de nouveaux emprunts (2,44 millions €) et de la forte remontée des taux amorcée dès la fin de l'année 2021.

| | C 18 | C 19 | C 20 | C 21 | % | % 20-21 |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|---------------|
| Dette long terme à charge du CPAS | 21.026.179,61 | 20.252.508,08 | 19.092.415,48 | 18.400.099,48 | -4,35% | -3,63% |
| Dette d'investissement à C.T. à charge du CPAS | | | | | | |
| Remboursement périodique des emprunts | 481.967,08 | 473.381,25 | 542.684,32 | 530.468,39 | 3,25% | -2,25% |
| Remboursement anticipé d'emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| Amortissement d'emprunts | | | | | | |
| venant à échéance l'ex. suivant | 1.531.618,23 | 1.641.227,74 | 1.663.082,51 | 1.771.655,28 | 4,97% | 6,53% |
| Dette totale du CPAS au 31.12 | 21.508.146,69 | 20.725.889,33 | 19.635.099,80 | 18.930.567,87 | -4,17% | -3,59% |
| Charges financières payées | 452.143,41 | 436.450,22 | 466.971,80 | 484.773,37 | 2,35% | 3,81% |
| Coût moyen de la dette | 2,10% | 2,11% | 2,38% | 2,56% | | |

3.9. La constitution de provisions pour risques et charges

Le résultat comptable de l'exercice inclut de nombreuses opérations de prélèvement en recettes :

- l'utilisation quasi intégrale du legs De Ryck pour financer les travaux du bâtiment de la Chaussée de Roodebeek ;
- l'affectation par le CSSS d'une partie des intérêts générés par le legs Van Wanzele-De Boeck ;
- la mise en fonds de réserve d'une partie des subsides COVID perçus en 2021 mais dont l'utilisation aura lieu en 2022. Le rapport du groupe technique contient plus de précisions à ce sujet.

En dépenses, le subside PIIS reçu par le CPAS (502.562,92€) en 2021 a été entièrement provisionné. Le CPAS ne respectant pas les prescrits du SPP-IS en termes de suivi des PIIS conclus, ce montant est susceptible de devoir être remboursé au SPP lors d'un contrôle futur.

Une deuxième provision d'un montant de 140.000€ a été constituée en 2021 en vue de faire face, le cas échéant, aux conséquences financières de litiges en cours : l'assujettissement –ou non– d'une partie du bâtiment Guledelle 98 au précompte immobilier ou encore, par ricochet, le litige qui oppose Wolu-Facilities à l'administration fiscale quant à l'application de la TVA sur les prestations facturées.

Ces provisions sont destinées à fonctionner comme ‘tampon financier’ et d’assurer, le cas échéant, la **neutralité budgétaire des montants à débourser et, par conséquent, leur neutralité sur la dotation communale**.

4. **Comparatif budget / compte**

Il est intéressant de déterminer le taux de réalisation du budget (initial, resp. modifié), en particulier dans un contexte où, par exemple, les dépenses d'aide sociale au sens large dépendent d'événements non maîtrisables, qui apparaissent en cours d'exercice.

Les tableaux repris ci-dessous illustrent la difficulté qu'a éprouvé le CPAS à recalibrer, en cours d'exercice, les prévisions budgétaires établies en début d'exercice par rapport à une réalité instable suite à la crise sanitaire.

Pour la grande majorité des fonctions, le budget de **dépenses** modifié a été exécuté à 90% ou plus. A la fonction « autres », signalons le recours nettement moins important que prévu aux mécanismes d'avances pour les usagers. Quant à la fonction « COVID-19 », nous avons enregistré un appel plus faible que prévu à certaines aides. Les demandes d'aide ne correspondaient pas toujours aux conditions d'utilisation des subsides.

| Dépenses: taux de réalisation | Budget initial 2021 | Budget modifié 2021 | Compte 2021 | % init | % mod |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|--------------|--------------|
| Administration générale | 4.713.689 | 4.605.487 | 4.496.637 | 95,4% | 97,6% |
| Patrimoine privé | 18.826 | 33.922 | 23.059 | 122,5% | 68,0% |
| Services généraux | 592.468 | 585.504 | 559.629 | 94,5% | 95,6% |
| Aide sociale | 23.507.130 | 22.979.693 | 22.057.068 | 93,8% | 96,0% |
| Maisons de repos | 8.708.500 | 8.831.954 | 8.373.050 | 96,1% | 94,8% |
| Centre de services communs | 434.748 | 411.699 | 394.411 | 90,7% | 95,8% |
| ILA | 735.818 | 752.284 | 615.709 | 83,7% | 81,8% |
| Aides familiales & seniors | 1.657.080 | 1.723.310 | 1.708.016 | 103,1% | 99,1% |
| Repas à domicile | 312.850 | 341.964 | 298.350 | 95,4% | 87,2% |
| IP/emplois d'insertion | 1.684.335 | 1.077.295 | 1.030.936 | 61,2% | 95,7% |
| Médiation de dettes | 276.716 | 301.453 | 293.113 | 105,9% | 97,2% |
| Maisons cure/convalescence | 43.966 | 43.968 | 47.042 | 107,0% | 107,0% |
| Logements personnes âgées | 339.025 | 338.082 | 300.830 | 88,7% | 89,0% |
| COVID-19 | 715.819 | 1.894.283 | 1.245.654 | 174,0% | 65,8% |
| Autres (*) | 541.747 | 582.376 | 263.037 | 48,6% | 45,2% |
| Total dépenses, FI incl. | 44.282.715 | 44.503.273 | 41.706.542 | 94,2% | 93,7% |

(*) *recettes et dépenses générales, avances, pensions alimentaires, hôpital en liquidation, G 98*

Globalement, le taux de réalisation des **recettes** s'élève à plus de 97% du budget modifié.

Les taux de réalisation supérieurs à 100% par rapport au budget modifié sont enregistrés à la Colline, où les subsides se sont avérés plus conséquents que prévu et au service des repas à domicile, où la forte augmentation de la production, déjà constatée en 2020 dans le contexte du confinement, a perduré en 2021.

| Recettes: taux de réalisation | Budget initial 2021 | Budget modifié 2021 | Compte 2021 | % init | % mod |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|--------------|--------------|
| Administration générale | 1.769.008 | 1.821.479 | 1.701.972 | 96,2% | 93,4% |
| Patrimoine privé | 78.500 | 80.650 | 79.234 | 100,9% | 98,2% |
| Services généraux | 505.432 | 510.761 | 404.741 | 80,1% | 79,2% |
| Aide sociale | 16.654.544 | 16.054.892 | 15.094.648 | 90,6% | 94,0% |
| Maisons de repos | 6.605.259 | 6.254.158 | 6.238.740 | 94,5% | 99,8% |
| Centre de services communs | 320.386 | 249.377 | 276.313 | 86,2% | 110,8% |
| ILA | 460.894 | 461.263 | 464.413 | 100,8% | 100,7% |
| Aides familiales & seniors | 1.069.431 | 1.221.273 | 1.131.683 | 105,8% | 92,7% |
| Repas à domicile | 94.436 | 99.373 | 106.505 | 112,8% | 107,2% |
| IP/emplois d'insertion | 1.391.476 | 445.028 | 313.686 | 22,5% | 70,5% |
| Médiation de dettes | 275.905 | 279.006 | 279.230 | 101,2% | 100,1% |
| Maisons cure/convalescence | 333 | 333 | 0 | 0,0% | 0,0% |
| Logements personnes âgées | 317.344 | 292.583 | 283.718 | 89,4% | 97,0% |
| COVID-19 | 0 | 1.193.004 | 1.370.091 | | 114,8% |
| Autres (*) | 15.631.926 | 16.112.431 | 16.081.298 | 102,9% | 99,8% |
| Total recettes, FI incl. | 45.174.875 | 45.075.611 | 43.826.273 | 97,0% | 97,2% |

(*) *recettes et dépenses générales, FSAS, avances, pensions alimentaires, hôpital en liquidation, G 98*

5. La trésorerie du CPAS

5.1. Degré de réalisation des engagements de dépenses en décaissements

Le tableau suivant illustre dans quelle mesure les engagements de dépenses ont donné lieu à un décaissement de la part du CPAS.

Le taux global de réalisation des dépenses à l'exercice propre est de 93,5%. Cela implique que 6,5% des dépenses engagées à l'exercice propre seront soldées dans le courant de l'exercice suivant.

La politique de paiement des factures à leur échéance a été poursuivie avec rigueur durant l'exercice 2021. Par ailleurs, le CPAS continue de bénéficier de 60 jours de délai de paiement sur les factures de Wolu-Facilities. Ce délai explique les taux de réalisation de ou inférieurs à 90% à la maison de repos et aux repas à domicile, où les factures de nettoyage et de livraison de repas sont les plus importantes.

| Dép: engagements/paiements | Engagements '21 | Paiements '21 | % |
|-----------------------------------|-----------------|---------------|--------|
| Dépenses générales | 55.545 | 52.217 | 94,0% |
| Administration générale incl. G98 | 4.496.637 | 4.296.798 | 95,6% |
| Patrimoine privé | 23.059 | 22.000 | 95,4% |
| Services généraux | 559.629 | 518.737 | 92,7% |
| Fonds d'énergie | 24.500 | 24.500 | 100,0% |
| Avances | 58.501 | 56.920 | 97,3% |
| Aide sociale | 22.057.068 | 20.987.109 | 95,1% |
| Maisons de repos | 8.373.050 | 7.364.158 | 88,0% |
| Centre de services communs | 394.411 | 371.227 | 94,1% |
| ILA | 615.709 | 499.254 | 81,1% |
| Aides familiales & seniors | 1.708.016 | 1.662.919 | 97,4% |
| Repas à domicile | 298.350 | 219.154 | 73,5% |
| IP/emplois d'insertion | 1.030.936 | 1.007.327 | 97,7% |
| Médiation de dettes | 293.113 | 287.483 | 98,1% |
| Maisons cure/convalescence | 47.042 | 46.954 | 99,8% |
| Logements personnes âgées | 300.830 | 277.082 | 92,1% |
| Hôpital en liquidation | 124.491 | 124.491 | 100,0% |
| COVID-19 | 1.245.654 | 1.175.143 | 94,3% |
| Total dépenses, FI incl. | 41.706.542 | 38.993.475 | 93,5% |
| Exercices clos | 3.570.839 | 2.496.173 | 69,9% |

La mise en perspective historique du taux de réalisation des dépenses engagées fait état d'une grande stabilité: en règle générale, 93 à 94% des dépenses engagées sont soldées dans le courant de l'exercice même.

5.2. Degré de réalisation des droits constatés nets en recouvrements

Le tableau illustrant le degré de recouvrement des droits à la recette présente une image assez semblable: 84,3% des recettes constatées sont effectivement recouvrées dans le courant de l'exercice.

| Rec: D.C.N. /recouvrements | Droits constatés '21 | Recouvrements '21 | % |
|-----------------------------------|----------------------|-------------------|--------|
| Recettes générales | 15.323.811 | 14.710.424 | 96,0% |
| FSAS | 645.497 | 645.497 | 100,0% |
| Administration générale incl. G98 | 1.701.972 | 1.401.329 | 82,3% |
| Patrimoine privé | 79.234 | 79.234 | 100,0% |
| Services généraux | 404.741 | 397.105 | 98,1% |
| Fonds d'énergie | 23.490 | 0 | 0,0% |
| Avances | 58.501 | 38.273 | 65,4% |
| Aide sociale | 15.094.648 | 11.624.323 | 77,0% |
| Maisons de repos | 6.238.740 | 4.800.145 | 76,9% |
| Centre de services communs | 276.313 | 163.361 | 59,1% |
| ILA | 464.413 | 383.007 | 82,5% |
| Aides familiales & seniors | 1.131.683 | 1.049.032 | 92,7% |
| Repas à domicile | 106.505 | 90.854 | 85,3% |
| IP/emplois d'insertion | 313.686 | 257.038 | 81,9% |
| Médiation de dettes | 279.230 | 272.871 | 97,7% |
| Maisons cure/convalescence | 0 | 0 | |
| Logements personnes âgées | 283.718 | 240.249 | 84,7% |
| Hôpital en liquidation | 30.000 | 30.000 | 100,0% |
| COVID-19 | 1.370.091 | 744.839 | 54,4% |
| Total recettes, FI incl. | 43.826.273 | 36.927.581 | 84,3% |
| Exercices clos | 10.012.571 | 6.803.828 | 68,0% |

Un taux de recouvrement à l'exercice propre de +/- 80% est relativement normal. Il s'explique par les délais de remboursement ou de paiement de la part des différentes autorités et par les bénéficiaires des aides :

- la facturation par les institutions du mois de novembre n'est reçue par les clients que courant décembre et les paiements s'étalent sur plusieurs semaines. La facturation de décembre s'effectue, quant à elle, en début d'exercice suivant;
- les créances sur mutuelles, les avances sur prestations sociales, le remboursement du RIS par l'Etat,... n'interviennent que plusieurs semaines après la transmission d'états de recouvrement de la part du CPAS (ce qui, logiquement, donne lieu à un 'déficit' de trésorerie sur les créances de fin d'exercice).

Dans la pratique donc -et le constat vaut pour de nombreux champs d'activité- les dépenses interviennent bien avant le recouvrement des recettes.

En page suivante, la mise en perspective historique démontre la difficulté pour le CPAS de recouvrir certaines recettes, en particulier les droits constatés relatifs aux exercices clos. Le pourcentage de récupération des créances sur exercices clos chute en 2020 suite au « gel » des poursuites de différentes natures imposées par les gouvernements et de la longue interruption dans le fonctionnement des tribunaux dans le courant de l'année. Des dossiers de contentieux qui seraient arrivés à maturité dans le courant de l'année (assignation ou irrécouvrable) ont été reportés dans le temps. En 2021, l'activité a pleinement repris.

Notons par ailleurs que le taux de recouvrement des créances se calcule sur les droits constatés nets, c.à.d. après la comptabilisation des mises en irrécouvrables, fort importantes en 2021.

Tout à fait logiquement, le taux de récupération augmente sensiblement en 2021 et passe de 59,6% à 68,0%

Pour certaines fonctions, le taux de recouvrement est majoritairement lié à la rapidité de liquidation des subsides par les pouvoirs subventionnans.

C'est particulièrement le cas pour l'**aide sociale**, où suite au traditionnel épuisement prématûré de son budget, l'Etat ne paie plus son intervention dans le RIS/ERIS depuis novembre/décembre. Par ailleurs, l'augmentation de l'octroi d'aides sociales remboursables conduit en général à la mise en place de plans de paiement qui s'étalent sur plusieurs années.

Pointons plusieurs taux de recouvrement qui s'inscrivent dans la tendance de 2020 et s'avèrent nettement plus faibles qu'en 2018/19 en raison de la crise sanitaire: maison de repos, la Colline, aides familiales. Le nombre nettement plus important de décès intervenus en 2020 et 2021 augmente les récupérations compliquées des dernières factures auprès des familles ou des héritiers. Par ailleurs, certains bénéficiaires sont confrontés à des difficultés de paiement liées aux charges imprévues qu'ils ont à supporter par ailleurs (produits d'hygiène/protection, médicaments,...), ce qui les amène à payer avec retard les factures dues au CPAS.

| Recettes: droits constatés nets/recouvrements | C 18 | C 19 | C 20 | C 21 |
|---|-------|--------|--------|--------|
| Recettes générales | 98,0% | 98,2% | 95,6% | 96,0% |
| FSAS | 67,8% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| Administration générale incl. G98 | 79,5% | 89,5% | 80,6% | 82,3% |
| Patrimoine privé | 99,8% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| Services généraux | 99,0% | 99,6% | 99,4% | 98,1% |
| Fonds d'énergie | 50,0% | 50,0% | 50,0% | 0,0% |
| Avances | 42,6% | 58,3% | 20,5% | 65,4% |
| Aide sociale | 75,7% | 76,7% | 75,1% | 77,0% |
| Maisons de repos | 83,4% | 82,9% | 79,1% | 76,9% |
| Centre de services communs | 72,5% | 71,6% | 66,8% | 59,1% |
| ILA | 68,0% | 71,1% | 75,5% | 82,5% |
| Aides familiales & seniors | 94,6% | 90,2% | 81,0% | 92,7% |
| Repas à domicile | 86,5% | 76,1% | 75,7% | 85,3% |
| IP/emplois d'insertion | 81,6% | 63,5% | 68,6% | 81,9% |
| Médiation de dettes | 90,2% | 68,8% | 91,0% | 97,7% |
| Maisons cure/convalescence | | | | |
| Logements personnes âgées | 66,4% | 52,2% | 74,1% | 84,7% |
| Total recettes, FI incl. | 85,2% | 85,9% | 83,8% | 85,2% |
| Exercices clos | 57,7% | 69,1% | 59,6% | 68,0% |

(*) recettes et dépenses de la fonction 8729 Hôpital en liquidation non repris

5.3. Etat de la trésorerie

En 2021, le CPAS n'a pas dû recourir aux avances de trésorerie dans le cadre de la gestion courante du centre.

Les taux de référence interbancaires négatifs tout au long de l'année 2021 ont déterminé les **rendements** offerts par les banques sur les placements de trésorerie : **zéro**. Ceci a rendu superflu tout effort de placement diversifié de la trésorerie du CPAS.

Par contre, l'application par les banques de taux **créateurs négatifs** sur la trésorerie maintenue en compte a engendré des frais à supporter par le CPAS. En effet, les seuils de trésorerie exonérés de l'application des taux créateurs négatifs ont été fortement revus à la baisse par les banques. Malgré la gestion dynamique de la trésorerie, cette facture imposée par les banques a coûté 821,43€ au CPAS en 2021.

6. Evolution des dépenses d'aide sociale

6.1. Evolution des dépenses brutes d'aide sociale

| <i>Evolution de l'aide sociale (k€)</i> | C 13 | C 14 | C 15 | C 16 | C 17 | C 18 | C 19 | C 20 | C 21 | % | % 20-21 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------|------------|
| Dépenses BRUTES | | | | | | | | | | | |
| RIS 65% (70% dès 2018) | 4.109 | 4.653 | 5.064 | 6.223 | 7.944 | 8.612 | 9.138 | 9.894 | 10.305 | 12% | 4% |
| ERIS | 1.604 | 1.785 | 1.269 | 1.186 | 1.237 | 1.251 | 1.221 | 1.229 | 1.321 | -2% | 8% |
| Aide sociale en cash | 175 | 146 | 121 | 137 | 183 | 299 | 247 | 190 | 264 | 5% | 39% |
| Aide sociale en nature | 63 | 49 | 54 | 66 | 66 | 99 | 115 | 111 | 99 | 6% | -11% |
| Assurance santé | 24 | 49 | 25 | 12 | 9 | 14 | 19 | 16 | 14 | -7% | -10% |
| Energie | 82 | 41 | 26 | 21 | 20 | 58 | 69 | 102 | 74 | -1% | -28% |
| Frais de transport | 5 | 6 | 4 | 7 | 25 | 36 | 43 | 37 | 35 | 29% | -7% |
| Frais funéraires | 18 | 12 | 15 | 11 | 7 | 15 | 7 | 25 | 12 | -5% | -52% |
| Garanties locatives | 60 | 73 | 72 | 91 | 23 | 22 | 28 | 26 | 35 | -6% | 37% |
| Hébergement PA - HSL | 85 | 76 | 93 | 105 | 153 | 332 | 392 | 465 | 505 | 25% | 9% |
| Hébergement PA - Pl.Ext. | 610 | 762 | 725 | 890 | 810 | 953 | 957 | 814 | 620 | 0% | -24% |
| Hospitalisation | 93 | 76 | 44 | 65 | 74 | 79 | 93 | 87 | 73 | -3% | -16% |
| Loyers | 47 | 43 | 41 | 45 | 43 | 45 | 43 | 36 | 52 | 1% | 41% |
| Services domicile | 6 | 12 | 8 | 8 | 4 | 9 | 8 | 12 | 7 | 3% | -38% |
| Soins/médicaments | 224 | 243 | 180 | 237 | 351 | 373 | 487 | 480 | 458 | 9% | -5% |
| Maisons d'accueil | 34 | 34 | 37 | 14 | 12 | 14 | 14 | 5 | 2 | -28% | -47% |
| Aides COVID-19 en cash | | | | | | | | 432 | 748 | | |
| Aides COVID-19 en nature | | | | | | | | 45 | 355 | | |
| Sous-total | 1.526 | 1.621 | 1.446 | 1.708 | 1.780 | 2.348 | 2.523 | 2.884 | 3.355 | 10% | 16% |
| TOTAL | 7.239 | 8.059 | 7.779 | 9.117 | 10.961 | 12.211 | 12.882 | 14.008 | 14.981 | 10% | 7% |
| TOTAL hors COVID | 7.239 | 8.059 | 7.779 | 9.117 | 10.961 | 12.211 | 12.882 | 13.531 | 13.877 | 8% | 3% |

Le tableau repris ci-dessus illustre le flux de dépenses brutes d'aide sociale, c.à.d. sans tenir compte des remboursements par l'Etat (RIS), les usagers et/ou les débiteurs d'aliments.

Le tableau permet ainsi de mesurer le volume d'activité sociale du CPAS au travers des flux financiers, ainsi que l'ampleur des besoins de la population servie par le CPAS.

Les constats exprimés au point 1 de cette note se confirment : au cours des 8 dernières années, les dépenses de RIS ont augmenté au rythme de 12% par an en moyenne (ERIS exclu). L'aide sociale sur fonds propres, quant à elle, augmente de 10% par an en moyenne sur cette même période. Si la croissance des dépenses de RIS faiblit en 2021 (+ 4%), l'aide sociale sur fonds propres connaît une augmentation considérable (+ 16%).

Clairement, différents types d'aide sociale –en plus du RIS- enregistrent un volume et/ou une croissance marquées ces dernières années. Elles sont toutes liées à des **besoins de base** des usagers :

- le minimum (financier) vital : le RIS, l'aide sociale en cash et en nature subsidiés ou non, l'intervention dans le paiement des loyers ;
- la prise en charge de personnes âgées disposant de revenus insuffisants pour assurer seules le paiement de leur facture d'hébergement ;
- les soins (hospitalisation, frais pharmaceutiques, frais de transport en ambulance).

Les années 2020 et 2021 sont atypiques, dans la mesure où le subventionnement « COVID-19 » a permis de soutenir des personnes qui auparavant ne s'adressaient pas au CPAS et/ou de renforcer l'aide apportée (cfr les lignes « Aides COVID-19 » dans le tableau ci-dessus).

Une certaine optimalisation a eu lieu entre les aides en cash/nature ‘classiques’ (octroyées sur fonds propres) et les aides subsidiées d'un même type. Il convient de prendre en compte les lignes « COVID-19 » du tableau avec les aides mentionnées dans les deux premières lignes pour se rendre compte de la forte croissance de ces aides en 2020 et, en particulier, en 2021.

La baisse marquée des dépenses brutes relatives aux placements extérieurs est la conséquence de l'application plus large de la pratique où le CPAS intervient pour le coût net de l'aide sociale, la maison de repos se chargeant de percevoir les revenus du résident.

6.2. Evolution des charges nettes d'aide sociale

Le tableau suivant exprime **le coût net** de différentes interventions sociales (dépenses–remboursements). Il s'agit évidemment du ‘coût net’ direct, sans tenir compte des frais dérivés tels les charges de personnel social et administratif, les frais de courrier, d'IT,...

| <i>Evolution de l'aide sociale (k€)</i> | C 13 | C 14 | C 15 | C 16 | C 17 | C 18 | C 19 | C 20 | C 21 | % | % 20-21 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------|----------------|
| Dépenses - récup usagers | | | | | | | | | | | |
| RIS toutes catégories | 1.991 | 1.844 | 2.092 | 2.498 | 2.780 | 2.584 | 2.741 | 2.868 | 2.771 | 4% | -3% |
| Aide sociale en cash | 83 | 71 | 52 | 68 | 126 | 206 | 192 | 159 | 225 | 13% | 42% |
| Aide sociale en nature | 53 | 40 | 29 | 35 | 53 | 87 | 101 | 102 | 90 | 7% | -11% |
| Assurance santé | 24 | 48 | 21 | 9 | 8 | 13 | 19 | 15 | 14 | -7% | -8% |
| Frais de transport | 5 | 4 | 3 | 6 | 23 | 27 | 30 | 29 | 33 | 28% | 13% |
| Frais funéraires | 18 | 12 | 15 | 11 | 6 | 15 | 6 | 25 | 12 | -5% | -52% |
| Hébergement PA - HSL | 54 | 63 | 50 | 61 | 86 | 35 | 30 | 71 | 105 | 9% | 48% |
| Hébergement PA - Pl.Ext. | 352 | 429 | 220 | 258 | 7 | -15 | 121 | 68 | 129 | -12% | 90% |
| Hospitalisation | 52 | 63 | 41 | 52 | 67 | 71 | 88 | 75 | 62 | 2% | -17% |
| Loyers | 41 | 29 | 21 | 23 | 27 | 33 | 14 | 25 | 47 | 2% | 85% |
| Services domicile | 6 | 12 | 8 | 5 | 3 | 9 | 8 | 12 | 7 | 3% | -38% |
| Soins/médicaments | 164 | 177 | 157 | 125 | 251 | 291 | 392 | 358 | 364 | 10% | 2% |
| Maisons d'accueil | 34 | 26 | 32 | 13 | 12 | 14 | 14 | 5 | 2 | -30% | -55% |
| Sous-total | 884 | 973 | 649 | 667 | 667 | 787 | 1.015 | 942 | 1.090 | 3% | 16% |
| Sous-total hors maisons de repos | 478 | 482 | 378 | 347 | 574 | 768 | 865 | 803 | 855 | 8% | 6% |
| TOTAL | 2.875 | 2.817 | 2.741 | 3.165 | 3.448 | 3.371 | 3.757 | 3.810 | 3.860 | 4% | 1% |
| TOTAL excl maisons de repos | 2.470 | 2.326 | 2.470 | 2.845 | 3.355 | 3.352 | 3.606 | 3.671 | 3.626 | 5% | -1% |

Remarque : en 2017 et 2018, nous avons récupéré d'importants montants de pension dus par les personnes âgées en placement extérieur (ainsi que, en 2018, par des résidents du Home Saint-Lambert). A l'époque, ces montants n'avaient pas tous été enregistrés dans la

comptabilité. La régularisation influence le coût net calculé de 2017 et 2018, ainsi que les facteurs d'évolution. C'est pourquoi nous reprenons une deuxième ligne totalisatrice qui fait exception de ce phénomène.

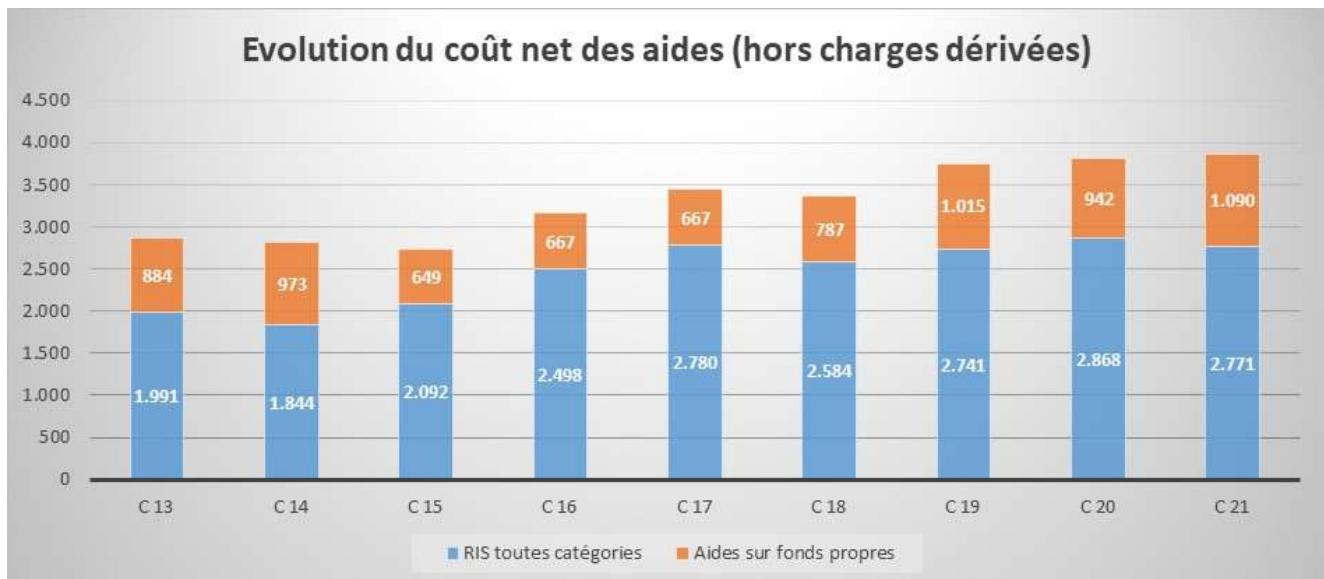
Les aides sociales octroyées dans le cadre du COVID sont intégralement prises en charge par les subsides correspondants ; elles ne génèrent pas de charges nettes d'aide sociale (...mais bien des frais administratifs, évidemment).

Les mouvements relatifs à l'ERIS ne sont pas repris dans le tableau ; ceux-ci sont remboursés à 100% par l'Etat.

Globalement :

- le coût net du **RIS**, une dépense sur laquelle le Centre n'a aucune prise ou influence et qui n'est que partiellement couverte par les remboursements du SPP-IS, s'élève à 2,77 millions € en 2021, un montant équivalent à **19,4% de la dotation communale**. Toujours sans tenir compte des coûts indirects liés à la gestion de ces dossiers ;
- **Le coût net du RIS** régresse en 2018 en raison de la majoration du taux d'intervention de l'Etat (de 65% à 70%) et du subventionnement des PIIS associés à la majorité des dossiers d'octroi du RIS...mais augmente à nouveau en 2019 pour atteindre le niveau de coût net d'avant la majoration du financement par l'Etat. **En 2020 et 2021**, l'Etat a accordé aux CPAS une majoration de 15% du taux de remboursement du RIS pour les nouveaux usagers. Ce phénomène explique pourquoi le coût net du RIS n'augmente que de 5% en 2020 et diminue même de 3% en 2021.

Le graphique suivant illustre l'évolution du coût net des aides (RIS et aides sur fonds propres) sur les 9 derniers exercices. Clairement, la croissance de la charge budgétaire de la politique sociale est majoritairement portée par l'augmentation du revenu d'intégration sociale.



7. Conclusion générale

Le **mali** comptable de -68.929,01€ enregistré au compte 2021 mérite d'être clairement cadré.

Il s'inscrit dans la continuité de l'exercice 2020 et de la gestion de la crise COVID-19.

Les **dépenses** de l'exercice propre augmentent considérablement et sont majoritairement portées par les charges de l'octroi du RIS et de l'aide sociale, ainsi que par les charges de personnel découlant, entre autres, de recrutements effectués dans le cadre des subsides « COVID-19 » reçus en 2020 déjà. Les frais de l'aide sociale, à leur tour, sont couverts par des subsides plus importants que par le passé, certains octroyés en 2020 et d'autres en 2021.

La mise en œuvre des volets 'second pilier' et 'revalorisation barémique' de l'accord sectoriel conclu au sein du Comité C a généré un surcoût certain. Ces mesures ne sont que partiellement financées par la Région bruxelloise.

Les **recettes** de l'exercice propre (hors dotation communale) stabilisent par rapport à 2020 et retrouvent un niveau et un rythme de croissance plus naturel. Les recettes de l'exercice 2020 ont en effet été dopés par des phénomènes exceptionnels : une très forte subsidiation « COVID-19 » et le remboursement par Erasme du BMF 2013-2014.

Le mécanisme de subventionnement « COVID-19 », étalé sur deux exercices, explique le volume important de recettes de **prélèvement** sur fonds de réserve. En dépenses de prélèvement, signalons la constitution de provisions relatives au subside PIIS de 2021 et à la prise en charge de certains surcoûts à l'avenir.

Le 'nettoyage' effectué dans les créances reportées du passé a conduit à l'enregistrement d'un volume important **d'irrécouvrables**. Leur impact comptable sur la dotation communale est très largement compensé par la diminution du fonds pour créances aléatoires.

Globalement, la clôture du compte de l'exercice 2021 génère une **diminution de la dotation communale de 11.379,09€ pour l'exercice 2022**.



Rekening 2021

Analyseverslag

Verslag opgesteld in toepassing van artikel 89 van de Organieke Wet van 08.07.1976

Thibaut Stevens
Financieel Directeur
7 juni 2022.

1. Context en algemene tendensen

Het dienstjaar 2021 van het OCMW wordt, voor het tweede jaar op rij, gekenmerkt door de gevolgen van de COVID-19-gezondheidscrisis. Daar waar in 2020 de toename van het aantal steundossiers nog beperkt bleef, stijgt het aantal begunstigden –soms voor een punctuele tussenkomst– met 8% tijdens het dienstjaar 2021.

| Aard van de bijstand/jaar | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Maatschappelijke integratie | 995 | 1030 | 1060 | 1212 | 1316 | 1466 | 1576 | 1647 | 1699 | 1742 | 1767 |
| Equivalent maatsch. Integratie | 206 | 227 | 206 | 196 | 184 | 148 | 154 | 158 | 145 | 140 | 154 |
| OVERLAPPING RMI EQ-MI | 6 | 4 | 12 | 8 | 16 | 17 | 22 | 25 | 17 | 13 | 16 |
| Andere sociale bijstand | 449 | 468 | 483 | 572 | 584 | 885 | 1116 | 1230 | 1295 | 1294 | 1495 |
| LOI | 37 | 41 | 37 | 39 | 46 | 88 | 173 | 162 | 93 | 76 | 102 |
| Totaal | 1.650 | 1.725 | 1.749 | 1.980 | 2.084 | 2.499 | 2.846 | 3.035 | 3.139 | 3.176 | 3.416 |
| Evolutie | 7% | 5% | 1% | 13% | 5% | 8% | 14% | 7% | 3% | 1% | 8% |

Bron : Dynamische kruistabel, gegevens NHSocial (2011-2016) en E.O.S. (2017-21)

Deze tabel meet de evolutie van het aantal personen dat minstens één keer in de loop van het jaar genoten heeft van ofwel het leefloon, ofwel een equivalente sociale hulp, ofwel enkel -en uitsluiting gemaakt van de twee hoger vermelde types bijstand- van een andere sociale hulp (medische kosten, betaling van facturen,...)

Het aantal begunstigden van het **leefloon** neemt licht toe, net als het publiek dat aanspraak maakt op een **equivalent leefloon**.

Het aantal begunstigden van **sociale bijstand** stijgt met 15% op één jaar tijd.

Deze evoluties moeten genuanceerd worden:

- het aantal leefloners (of equivalent) dat voorkomt in de tabel geeft geen indicatie van de duur van de bijstand. De in 2021 betaalde bedragen (+4%) overschrijden de groei van het aantal begunstigden, wat impliceert dat de begunstigden gedurende een langere periode dan vroeger afhankelijk zijn van deze hulpvorm;
- de lockdown van de bevolking in 2020 als gevolg van de COVID-19-gezondheidscrisis heeft gedurende het jaar 2020 een rem gezet op de nieuwe hulpaanvragen. De verschuiving in de tijd is voelbaar in de statistieken van 2021, in het bijzonder met betrekking tot de toekenning van sociale bijstand;
- er is heel wat steun uitgekeerd in het kader van de verschillende COVID-19-subsidies die het OCMW heeft gekregen. Er is dus geen eenduidige link tussen de aangroei van het aantal steuntrekkers en de impact van deze steun op het begrotingsevenwicht van het OCMW.

Noteer dat de statistieken gebaseerd zijn op uitbetaalde steun. Inzake werklast voor de sociale dienst en inzake budgettaire impact presenteert de tabel een onderschatting van de realiteit want er wordt geen rekening gehouden, noch met het aantal aanvragen die niet aanvaard worden, noch met de stijgende complexiteit van de dossiers.

2. Samenvatting van de rekening

De rekening 2021 van het OCMW induceert een **vermindering van de gemeentetoelage met 11.379,09€**, in te schrijven op het dienstjaar 2022.

Dit resultaat dekt in werkelijkheid twee begrippen:

- het boekhoudkundig resultaat. Voor 2021 bedraagt het **-68.929,01€**;
- een thesaurieresultaat dat belichaamd wordt door een bijkomende provisionering van het fonds voor onzekere vorderingen (of door een terugneming van provisie). Voor

2021 bedraagt de variatie van het fonds voor onzekere vorderingen **-80.308,10€**. Het saldo van het fonds ligt in 2021 dus lager dan het saldo van het vorige jaar. Het verschil wordt terugbetaald aan de gemeente.

We vermelden meteen het systeem van ‘communicerende vaten’ dat het dienstjaar 2021 kenmerkt:

- het inschrijven van een belangrijk volume aan vorderingen uit het verleden als oninbare vorderingen, genereert een boekhoudkundig tekort;
- parallel daaraan, zorgt het ‘verdwijnen’ van deze vorderingen voor een vermindering van het fonds voor onzekere vorderingen (ten belope van 10% à 100%, al naargelang de aard van de vordering), wat een positief thesaurieresultaat oplevert.

Het boekhoudkundig resultaat resultaat wordt als volgt opgesplitst:

- het boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar 2021 (vastgestelde rechten 2021 – vastleggingen 2021): + 184.088,69 €
- het gecumuleerd boekhoudkundig saldo van de vorige dienstjaren: + 359.114,80€
- het saldo van de verrichtingen betreffende de vorige dienstjaren (verzaakte kredieten – oninbare ontvangsten): -612.132,50€

Volgende analyse geeft een toelichting over de financiële evoluties die kenmerkend waren voor het dienstjaar 2021.

Het begrip "resultaat" dat in de volgende bladzijden wordt gebruikt heeft betrekking op het boekhoudkundig resultaat van het OCMW en houdt dus geen rekening met de variatie van het **fonds voor onzekere vorderingen**.

Een opmerking met betrekking tot de weergegeven tabellen: de rood weergegeven kolommen met "%" hebben betrekking op een gemiddelde jaarlijkse groei over de periode 2018/2021. De kolommen "% 20-21" geven de verhoudingsgewijze toename van het betrokken bedrag weer tussen de rekeningen 2020 en 2021.

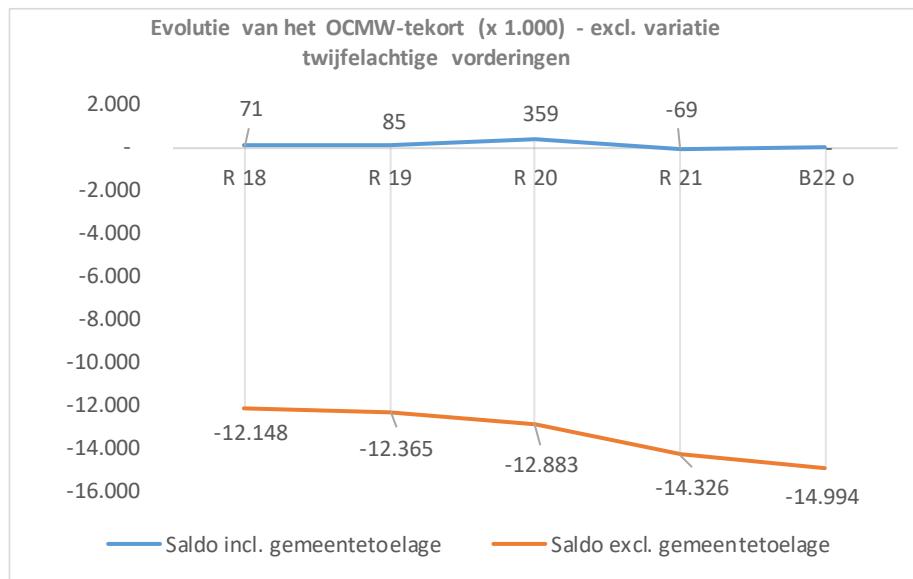
3. *Algemene synthese*

3.1. Evolutie van het resultaat van het OCMW

Het boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar 2021 bedraagt **-68.929,01€**;

Als men de **gemeentetoelage uitsluit**, stijgt het tekort van het OCMW ten opzichte van 2020: het stijgt van 12,88 miljoen € naar 14,33 miljoen €. De impact van de gezondheidscrisis, onder andere op de kost van de sociale bijstand, werd gecombineerd met een sterke toename van de personeelslast in 2021 als gevolg van de “COVID-19”-recruteringen en de uitvoering van het sectoraal akkoord dat binnen het Comité C werd gesloten (invoering van de tweede pensioenpijler, herwaardering van de barema's).

Verder wordt het boekhoudkundig resultaat sterk beïnvloed door de oninvorderbare vorderingen uit het verleden. Dit fenomeen wordt in grote mate gecompenseerd door een vermindering van het fonds voor onzekere vorderingen (zie verder).



| | R 18 | R 19 | R 20 | R 21 | B22 o |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| Exploitatie | -10.428 | -10.182 | -10.636 | -11.867 | -13.765 |
| Investering | -1.721 | -2.184 | -2.247 | -2.459 | -1.229 |
| Saldo | -12.148 | -12.365 | -12.883 | -14.326 | -14.994 |

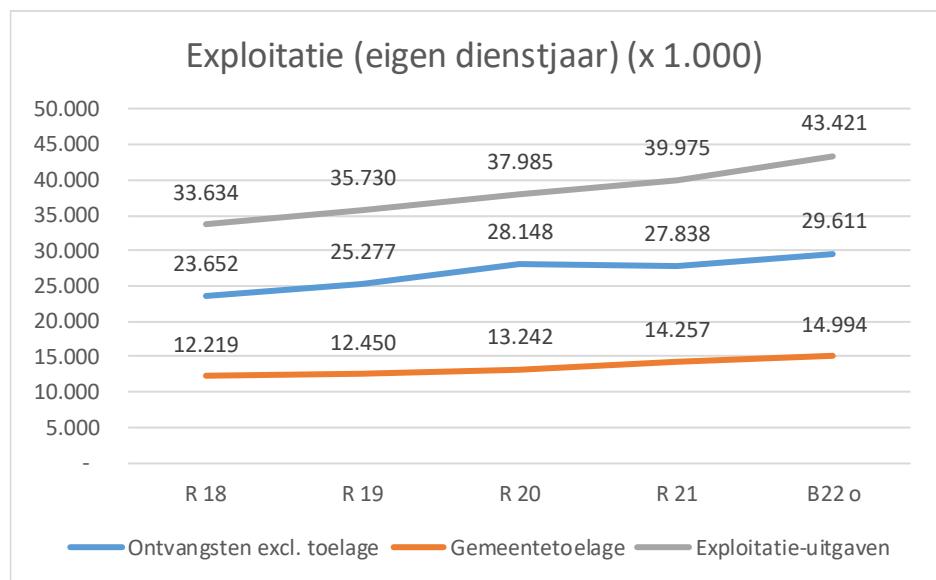
3.2. Evolutie van de exploitatiebegroting

De afwijking tussen de exploitatieontvangsten en -uitgaven stijgt al jaren, ook al werd het in 2020 wat teruggedrongen. Zonder de gemeentetoeage bedroeg dit verschil 9,982 miljoen € op de rekening 2018, om 12,137 miljoen € in 2021 te bedragen.

| | R 18 | R 19 | R 20 | R 21 | % | % 20-21 | B 22 o |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------|----------------|---------------|
| Verschil exploitatie- O/U | 2.237 | 1.997 | 3.081 | 2.120 | -1,8% | -31,2% | 1.184 |
| Verschil excl. gem.toelage | -9.982 | -10.453 | -10.161 | -12.137 | 6,7% | 19,5% | -13.810 |

De afname in 2020 van de afwijking tussen de ontvangsten en de uitgaven is het gevolg van de inschrijving van de vele subsidies waarvan het OCMW genoten heeft in het kader van de gezondheidscrisis en waarvan een aanzienlijk deel in reserve werd geboekt bij het afsluiten van het dienstjaar 2020, met als doelstelling deze sommen te gebruiken voor de financiering van sociale bijstand in 2021. Het cijfer voor 2020 is bijgevolg 'opgesmukt' voor 1,6 miljoen €. Voor 2021 moet men rekening houden met het feit dat 0,94 miljoen € uit de COVID-reserves ontrokken werd. Deze ontvangsten uit overboekingen verschijnen niet in de tabel en grafiek van dit hoofdstuk.

Het reële verschil tussen de exploitatie-uitgaven en –ontvangsten is in 2021 dus eerder van de grootte-orde van -11.193.000€.



3.3. Evolutie van de exploitatieontvangsten (eigen dienstjaar, zonder I.F. en overboekingen) x 1.000

| | R 18 | R 19 | R 20 | R 21 | % | % 20-21 | B 22 o |
|------------------------|--------|--------|--------|--------|------|---------|--------|
| Prestaties | 3.373 | 3.668 | 3.676 | 3.704 | 3,2% | 0,7% | 3.923 |
| Gemeentetoelage | 12.219 | 12.450 | 13.242 | 14.257 | 5,3% | 7,7% | 14.994 |
| BFMW | 506 | 550 | 597 | 645 | 8,4% | 8,1% | 620 |
| Andere overdrachten | 19.695 | 20.981 | 23.472 | 23.410 | 5,9% | -0,3% | 24.990 |
| Financiële opbrengsten | 77 | 77 | 78 | 78 | 0,2% | -0,5% | 78 |
| Totaal | 35.871 | 37.727 | 41.066 | 42.094 | 5,5% | 2,5% | 44.605 |
| Totaal excl. toelage | 23.652 | 25.277 | 27.824 | 27.838 | 5,6% | 0,0% | 29.611 |

Exclusief de gemeentetoelage, blijven de ontvangsten volledig stabiel, na de sterke groei van 11,4% vorig jaar.

Sommige van de subsidies die in 2020 werden ontvangen in het kader van de gezondheidscrisis, zijn in 2021 verlengd, zoals de verhoging met 15% van de terugbetaling van het leefloon door de Staat, de maandelijkse ‘leefloonpremie’ van 50€ (die tot de helft werd herleid in oktober 2021) of nog de compensatie van de terugval van de facturatie-inkomsten in het rusthuis en de Heuvel, net als de daling van de gepresteerde uren inzake thuiszorg. Andere subsidies waren eigen aan het dienstjaar 2020 en verhogen punctueel de cijfers van 2020.

Bijgevolg blijft de rubriek ‘**andere overdrachten**’ relatief stabiel.

Het groeiritme van de **prestatie-ontvangsten** is relatief zwak (+ 0,7%). De sluiting van de Heuvel en de onderbezetting van het rusthuis hebben in 2020 een daling van de gefactureerde ontvangsten veroorzaakt (- 5,4%). Deze werden toen door een uitzonderlijke ontvangst gecompenseerd: de invordering van ERASME van de federale financiering van het ziekenhuis, daterend van de jaren 2013-14 en eindelijk uitgekeerd door de FOD Volksgezondheid (205.000€). Wanneer men dit punctuele fenomeen van 2020 buiten rekening laat, bedraagt de groei van de prestatie-ontvangsten 6,7% in 2021.

Brengt men de 944.000€ aan ontvangsten uit overboekingen op de COVID-reservefondsen in rekening bij de financiering van de exploitatiebegroting inzake specifieke sociale bijstand, dan bedraagt de groei van de totale exploitatie-ontvangsten (exclusief de gemeentetoelage) 3,4% ten opzichte van 2020.

De drie begrotingswijzigingen van 2021 hebben aanleiding gegeven tot een toename van de **gemeentetoelage** met +/- 404.000€ teneinde de meerkost op te vangen van het beheer van de gezondheidscrisis, net als de nettokost voor 2021 van het sectoraal akkoord dat binnen het Comité C werd afgesloten en waarvan de financiële impact voor het OCMW slechts gedeeltelijk gesubsidieerd wordt.

3.4. Evolutie van de exploitatie-uitgaven (eigen dienstjaar, zonder I.F. en overboekingen) x 1.000

| | R 18 | R 19 | R 20 | R 21 | % | % 20-21 | B 22 o |
|-------------------|--------|--------|--------|--------|------|---------|--------|
| Personnel | 12.339 | 13.033 | 13.659 | 14.825 | 6,3% | 8,5% | 16.479 |
| Werking | 5.104 | 5.271 | 5.302 | 5.324 | 1,4% | 0,4% | 5.784 |
| Herverdeling | 15.755 | 16.959 | 18.568 | 19.341 | 7,1% | 4,2% | 20.727 |
| Financiële kosten | 436 | 467 | 456 | 485 | 3,6% | 6,3% | 431 |
| Totaal | 33.634 | 35.730 | 37.985 | 39.975 | 5,9% | 5,2% | 43.421 |

De **personeelskosten** stijgen gevoelig in 2021 (+8,5%) als gevolg van de aanwervingen die plaatsvonden in het kader van de COVID-crisis, van de loonindexering van november 2021 en van de uitrol van het sectoraal akkoord, dat aanleiding geeft tot een herwaardering van de barema's D en E en tot de invoering van een tweede pensioenpijler voor het contractueel personeel. Trouwens, in de afwezigheid van precieze informatie over de te betalen inhaalpremies inzake pensioenen, hebben we de keuze gemaakt om de voorziene uitgavenkredieten ter zake volledig vast te leggen.

Opmerking: een deel van de extra personeelskost is gesubsidieerd door de COVID-fondsen.

De beheersmaatregelen die al enkele jaren geleden werden ingevoerd dragen bij tot de stabilisering van de **werkingskosten** (+ 0,4%). Een onrechtreeks effect treedt op via Wolu-Facilities: de dienstverlening van Wolu-Facilities wordt gefactureerd tegen de (geïndexeerde) prijzen van 2014 en het merendeel van de prijsstijgingen die de leveranciers hebben doorgevoerd, wordt geglobaliseerd in de tekorten (hoofdzakelijk van de keuken). Deze impact wordt geboekt onder de rubriek "herverdeling".

De groei van de **herverdelingskosten** is in zeer grote mate toe te schrijven aan de toename van de sociale bijstand: + 503.000€ (equivalent) leefloonbetalingen + 470.000€ aan sociale bijstand. Deze uitgaven worden in grote mate gesubsidieerd door de Staat (in de brede zin) in het kader van de gezondheidscrisis.

3.5. Netto-uitgaven per functie

Het verschil tussen de exploitatie-uitgaven en -ontvangsten, per begrotingsfunctie, geeft een overzicht van het 'netto te financieren saldo' (via de gemeentetoelage) per dienstverleningsdomein van het OCMW.

De gebeurtenissen die hoger beschreven staan hebben uiteraard een invloed op de netto kost van de diensten.

| | R 18 | R 19 | R 20 | R 21 | % | % 20-21 | B 22 o |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|--------|---------|--------|
| Algemene administratie | 2.619 | 2.464 | 2.430 | 2.795 | 2,2% | 15,0% | 2.885 |
| Privaat patrimonium | -69 | -68 | -60 | -56 | -6,6% | -7,1% | -56 |
| Algemene diensten | 72 | 160 | 62 | 155 | 28,8% | 148,7% | 218 |
| Sociale bijstand | 4.479 | 5.592 | 6.570 | 6.962 | 15,8% | 6,0% | 7.684 |
| Rusthuizen | 2.348 | 2.227 | 2.442 | 2.134 | -3,1% | -12,6% | 2.461 |
| Dienstencentra | 115 | 53 | -15 | 118 | 0,8% | -874,7% | 127 |
| LOI | -26 | -5 | -36 | -39 | 14,6% | 10,1% | 211 |
| Gezins- en bejaardenhulp | 589 | 450 | 377 | 576 | -0,7% | 52,9% | 555 |
| Thuisbezorgde maaltijden | 138 | 125 | 192 | 192 | 11,5% | 0,0% | 186 |
| Beroepsinschakeling/-jobs | 469 | 634 | 792 | 717 | 15,2% | -9,5% | 886 |
| Schuldbemiddeling | 43 | -3 | -13 | 14 | -31,2% | -209,3% | 66 |
| Kuurinrichtingen | 55 | 51 | 47 | 47 | -5,3% | 0,2% | 57 |
| Woningen voor bejaarden | 7 | 22 | 33 | 17 | 33,9% | -48,6% | 53 |
| Ziekenhuis in vereffening | 53 | 95 | -110 | 94 | 21,2% | -185,9% | 97 |

(*) algemene uitgaven en ontvangst, BFMW, voorschotten, onderhoudsgelden en COVID-19 niet opgenomen in de tabel

Bij de tabel horen verschillende bemerkingen van algemene aard:

- al het overige gelijk blijvend, zijn het de diensten die de grootste ‘mankracht’ vereisen en/of arbeidspersoneel in het bijzonder, die de grootste impact voelen van de implementatie van het sectoraal akkoord, met terugwerkende kracht op 01.01.2021;
- in sommige diensten stijgt de loonkost aanzienlijk als gevolg van de “COVID-19”-aanwervingen die reeds in 2020 plaatsvonden. De overeenstemmende subsidies werden al in grote mate ontvangen in 2020. De kosten die in 2021 werden opgetekend (en die in rekening zijn gebracht in de netto kost van de dienst) worden in evenwicht gebracht door een ontvangst uit overboeking op die reservefondsen. Deze overboeking is globaal en wordt niet uitgesplitst per begrotingsfunctie;
- de lezer zal dus rekening houden met deze fenomenen bij de evaluatie van de aangroei van sommige tekorten, inzake algemeen bestuur (+ 400.000€ aan loonkosten ten opzichte van 2020), ICT (+ 40.000€), in de sociale dienst (+ 360.000€), het rusthuis (+ 150.000€) en de dienst ‘Thuiszorg’ (+ 180.000€);
- in de zorginstellingen en –diensten wordt de terugval aan facturatie-onvangst gecompenseerd door specifieke ‘COVID’-subsidies: rusthuis, de Heuvel, thuiszorg. Deze subsidies worden onder de begrotingsfunctie “8790 COVID” geboekt en verschijnen dus niet in de cijfers van de specifiek betrokken diensten.

Het is dus zeer moeilijk, gezien deze uitzonderlijke fenomenen, om verder te gaan dan bovenstaande ‘boekhoudkundige vaststelling’ en een duidelijk beeld te geven van de netto kost van elkeen van deze diensten.

3.6. De wijziging van het fonds voor onzekere vorderingen

De OCMW's zijn wettelijk verplicht een fonds voor onzekere vorderingen aan te leggen. Inderdaad, in de loop der jaren - of naargelang van de aard van de betreffende vorderingen - wordt de inning van bepaalde vorderingen heel onzeker. De aanleg van een ad hoc voorziening verhoogt de gemeentetoelage en dient beschouwd te worden als een thesaurievoorschot van de gemeente die zo het OCMW de mogelijkheid geeft een correcte werking te verzekeren, in afwachting van de inning van de vordering. Wanneer een dergelijke vordering dan geïnd wordt, zal de op voorhand aangelegde voorziening dalen en zo de gemeentetoelage verminderen.

Het fonds voor onzekere vorderingen bedraagt in totaal 1.867.996,21€ en is als volgt samengesteld:

- 774.282,24€ betreft de vorderingen van meer dan vijf jaar waarvoor een voorziening van 100% moet worden angelegd;
- 162.824,07€ betreft het saldo van de vorderingen die gespreid terugbetaald worden en waarvoor eveneens een voorziening van 100% moet worden angelegd;
- 0€ betreft het saldo van de vorderingen op ondernemingen in faling en waarvoor eveneens een voorziening van 100% moet worden angelegd;
- 15.396,70€ betreft de vorderingen tot terugbetaling van de voorschotten die meer dan 3 jaar oud zijn en die voor 100% geprovisioneerd moeten worden;
- 915.493,20€ betreft het aandeel van 10% van de vorderingen van minder dan 5 jaar.

Bij het afsluiten van de rekening 2020 werd al een voorziening van 1.948.304,31€ angelegd. Er moet dus een **terugname van provisie worden geboekt van 80.308,10 €** voor 2021, in te schrijven in de begroting 2022.

De daling van het fonds voor onzekere vorderingen is toe te schrijven aan volgende fenomenen:

- de mechanische toename van het bedrag dat geprovisioneerd moet worden, als gevolg van de groei van de budgettaire massa (+ 700.000€ aan ontvangsten sedert 2020);
- de vertraging van de inning van sommige ontvangsten als gevolg van de effecten van de gezondheidscrisis 2020-21;
- de aanzienlijke inspanning die in 2021 werd geleverd met betrekking tot de overgedragen vorderingen uit het verleden. Dit heeft als gevolg gehad dat een aanzienlijk bedrag als oninvorderbaar moest worden beschouwd.

3.7. De investeringen en de financiering van de investeringen

In 2021 bedragen de zuivere investeringsuitgaven meer dan 2,6 miljoen €. Deze worden gefinancierd door middel van nieuwe leningen (2,44 miljoen €) en door overboekingen. De transformatie van het gebouw op de Roodebeeksesteenweg in kantoren en woningen werd in 2021 afgerond. Verder werd het leeuwendeel van de kosten met betrekking tot de bouw van het nieuwe centrum voor kortverblijf op de begroting 2021 geregistreerd (2,09 miljoen € in totaal, inclusief de werken aan de vleugels van het Sint-Lambertustehuis die door de werf is geïmpacteerd).

3.8. De schuld van het OCMW

De langetermijnschuld van het OCMW is in 2021 gedaald (-3,63%) en dit voor het vijfde opeenvolgende jaar: het bedrag aan schuldaflossingen is groter dan het bedrag aan nieuw aangegane leningen.

De interestlast stijgt lichtjes, ook al blijft de toename van de nettokost van de schuld beperkt (2,56%).

Het staat nu al vast dat deze trend in 2022 versterkt, gezien het volume aan nieuwe leningen (2,44 miljoen €) en de sterke stijging van de rentevoeten sedert eind 2021.

| | R 18 | R 19 | R 20 | R 21 | % | % 19-20 |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|---------------|
| Langetermijnschuld ten laste van het OCMW | 21.026.179,61 | 20.252.508,08 | 19.092.415,48 | 18.400.099,48 | -4,35% | -3,63% |
| Investerisschuld op K.T. t.l.v. van het OCMW | | | | | | |
| Periodieke terugbetaling van de leningen | 481.967,08 | 473.381,25 | 542.684,32 | 530.468,39 | 3,25% | -2,25% |
| Vervroegde terugbetaling van leningen | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| Aflossingen van leningen die in volgend dienstjaar vervallen | 1.531.618,23 | 1.641.227,74 | 1.663.082,51 | 1.771.655,28 | 4,97% | 6,53% |
| Totale schuld van het OCMW per 31.12 | 21.508.146,69 | 20.725.889,33 | 19.635.099,80 | 18.930.567,87 | -4,17% | -3,59% |
| Betaalde financiële lasten | 452.143,41 | 436.450,22 | 466.971,80 | 484.773,37 | 2,35% | 3,81% |
| Gemiddelde kost van de schuld | 2,10% | 2,11% | 2,38% | 2,56% | | |

3.9. De aanleg van voorzieningen voor risico's en kosten

Het boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar omsluit verscheidene overboekingsverrichtingen:

- het quasi integrale gebruik van het legaat De Ryck, ter financiering van de werken op de Roodebeeksesteenweg;
- het gebruik, door het BCSD, van een deel van de interesten op het legaat Van Wanzele- De Boeck;
- de aanleg van een reserve met een deel van de in 2021 ontvangen COVID-subsidies, waarvan de overeenstemmende betalingen pas in 2022 zullen gebeuren. Het verslag van de technische groep bevat hierover meer informatie.

Aan uitgavenzijde werd de in 2021 ontvangen GPMI-subsidie van 2021 (502.562,92€) volledig geprovisioneerd. Aangezien het OCMW de onderrichtingen van de POD-MI inzake de opvolging van de GPMI niet respecteert, is de kans reëel dat dit bedrag zal moeten terugbetaald worden ter gelegenheid van een toekomstige inspectie.

Een tweede provisie van 140.000€ werd in 2021 aangelegd teneinde, desgevallend, de financiële weerslag te absorberen van lopende geschillen: de onderwerping –of niet- van een deel van het Gulledelegebouw aan de onroerende voorheffing of nog, op onrechtstreekse wijze, het geschil tussen Wolu-Facilities en de fiscale administratie op het vlak van de toepassing van de BTW op de gefactureerde diensten.

Deze voorzieningen zijn bestemd om als ‘financiële buffer’ te dienen en om **de budgettaire neutraliteit te verzekeren van de te betalen bedragen, en bijgevolg ook hun neutraliteit op de gemeentetoelage**.

4. Vergelijking begroting / rekening

Het is interessant de realisatiegraad van de (oorspronkelijke, resp. gewijzigde) begroting te bepalen, in het bijzonder in een context waar de uitgaven inzake sociale bijstand afhangen van niet-beheersbare gebeurtenissen die zich in de loop van het dienstjaar voordoen.

Onderstaande tabellen illustreren hoe moeilijk het is voor het OCMW om met voldoende nauwkeurigheid, bij het begin van het dienstjaar, in te schatten wat de grootte van de te verwachte uitgaven zal zijn – zeker wanneer we te maken hebben met een instabiele realiteit als gevolg van de gezondheidscrisis.

Voor de grote meerderheid van de functies werd de **uitgaven**begroting voor 90% of meer uitgevoerd.

In de rubriek “Andere” blijkt dat er door de steuntrekkers veel minder dan voorzien een beroep werd gedaan op het mechanisme van de voorschotten. Wat de functie “COVID-19” betreft hebben we vastgesteld dat er in de praktijk een kleiner beroep gedaan wordt op deze steunvorm, dan voorzien was. De steunaanvragen stemden niet steeds overeen met de gebruiksvoorwaarden van de subsidies.

| Uitgaven: realisatiegraad | Oorspr. begr. 2021 | Gew. begr. 2021 | Rekening 2021 | % oorspr | % gewijz |
|-----------------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|--------------|--------------|
| Algemene administratie | 4.713.689 | 4.605.487 | 4.496.637 | 95,4% | 97,6% |
| Privaat patrimonium | 18.826 | 33.922 | 23.059 | 122,5% | 68,0% |
| Algemene diensten | 592.468 | 585.504 | 559.629 | 94,5% | 95,6% |
| Sociale bijstand | 23.507.130 | 22.979.693 | 22.057.068 | 93,8% | 96,0% |
| Rusthuizen | 8.708.500 | 8.831.954 | 8.373.050 | 96,1% | 94,8% |
| Dienstencentra | 434.748 | 411.699 | 394.411 | 90,7% | 95,8% |
| LOI | 735.818 | 752.284 | 615.709 | 83,7% | 81,8% |
| Gezins- en bejaardenhulp | 1.657.080 | 1.723.310 | 1.708.016 | 103,1% | 99,1% |
| Thuisbezorgde maaltijden | 312.850 | 341.964 | 298.350 | 95,4% | 87,2% |
| Beroepsinschakeling/-jobs | 1.684.335 | 1.077.295 | 1.030.936 | 61,2% | 95,7% |
| Schuldbemiddeling | 276.716 | 301.453 | 293.113 | 105,9% | 97,2% |
| Kuurinrichtingen | 43.966 | 43.968 | 47.042 | 107,0% | 107,0% |
| Woningen voor bejaarden | 339.025 | 338.082 | 300.830 | 88,7% | 89,0% |
| COVID-19 | 715.819 | 1.894.283 | 1.245.654 | 174,0% | 65,8% |
| Andere (*) | 541.747 | 582.376 | 263.037 | 48,6% | 45,2% |
| Totale uitgaven incl. I.F. | 44.282.715 | 44.503.273 | 41.706.542 | 94,2% | 93,7% |

(*) algemene uitgaven en ontvangst, BFMW, voorschotten, onderhoudsgelden, ziekenhuis in vereffening

Globaal bedraagt de realisatiegraad van de gewijzigde **ontvangsten**begroting meer dan 97% ten opzichte van de gewijzigde begroting.

De realisatiegraad is hoger dan 100% -ten opzichte van de gewijzigde begroting- voor de Heuvel, waar de subsidies belangrijker zijn gebleken dan voorzien, en voor de dienst thuisbezorgde maaltijden waar de sterke stijging van de productie, die al in 2020 werd opgetekend in het verlengde van de lock-down, ook in 2021 is behouden gebleven.

| Ontvangsten: realisatiegraad | Oorspr. begr. 2021 | Gew. begr. 2021 | Rekening 2021 | % oorspr | % gewijz |
|-----------------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|--------------|--------------|
| Algemene administratie | 1.769.008 | 1.821.479 | 1.701.972 | 96,2% | 93,4% |
| Privaat patrimonium | 78.500 | 80.650 | 79.234 | 100,9% | 98,2% |
| Algemene diensten | 505.432 | 510.761 | 404.741 | 80,1% | 79,2% |
| Sociale bijstand | 16.654.544 | 16.054.892 | 15.094.648 | 90,6% | 94,0% |
| Rusthuizen | 6.605.259 | 6.254.158 | 6.238.740 | 94,5% | 99,8% |
| Dienstencentra | 320.386 | 249.377 | 276.313 | 86,2% | 110,8% |
| LOI | 460.894 | 461.263 | 464.413 | 100,8% | 100,7% |
| Gezins- en bejaardenhulp | 1.069.431 | 1.221.273 | 1.131.683 | 105,8% | 92,7% |
| Thuisbezorgde maaltijden | 94.436 | 99.373 | 106.505 | 112,8% | 107,2% |
| Beroepsinschakeling/-jobs | 1.391.476 | 445.028 | 313.686 | 22,5% | 70,5% |
| Schuldbemiddeling | 275.905 | 279.006 | 279.230 | 101,2% | 100,1% |
| Kuurinrichtingen | 333 | 333 | 0 | 0,0% | 0,0% |
| Woningen voor bejaarden | 317.344 | 292.583 | 283.718 | 89,4% | 97,0% |
| COVID-19 | 0 | 1.193.004 | 1.370.091 | 0,0% | 114,8% |
| Andere (*) | 15.631.926 | 16.112.431 | 16.081.298 | 102,9% | 99,8% |
| Totale uitgaven incl. I.F. | 45.174.875 | 45.075.611 | 43.826.273 | 97,0% | 97,2% |

(*) algemene uitgaven en ontvangsten, BFMW, voorschotten, onderhoudsgelden, ziekenhuis in vereffening

5. De thesaurie van het OCMW

5.1. Realisatiegraad van de uitgaven: van vastleggingen in betalingen

Onderstaande tabel illustreert in welke mate de vastgelegde uitgaven aanleiding gegeven hebben tot een betaling vanwege het OCMW.

| Uitg: vastleggingen/betalingen | Vastleggingen '21 | Betalingen '21 | % |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| Algemene uitgaven | 55.545 | 52.217 | 94,0% |
| Algemene administratie | 4.496.637 | 4.296.798 | 95,6% |
| Privaat patrimonium | 23.059 | 22.000 | 95,4% |
| Algemene diensten | 559.629 | 518.737 | 92,7% |
| Energiefonds | 24.500 | 24.500 | 100,0% |
| Voorschotten | 58.501 | 56.920 | 97,3% |
| Sociale bijstand | 22.057.068 | 20.987.109 | 95,1% |
| Rusthuizen | 8.373.050 | 7.364.158 | 88,0% |
| Dienstencentra | 394.411 | 371.227 | 94,1% |
| LOI | 615.709 | 499.254 | 81,1% |
| Gezins- en bejaardenhulp | 1.708.016 | 1.662.919 | 97,4% |
| Thuisbezorgde maaltijden | 298.350 | 219.154 | 73,5% |
| Beroepsinschakeling/-jobs | 1.030.936 | 1.007.327 | 97,7% |
| Schuldbemiddeling | 293.113 | 287.483 | 98,1% |
| Kuurinrichtingen | 47.042 | 46.954 | 99,8% |
| Woningen voor bejaarden | 300.830 | 277.082 | 92,1% |
| Ziekenhuis in vereffening | 124.491 | 124.491 | 100,0% |
| Totale uitgaven incl. I.F. | 41.706.542 | 38.993.475 | 93,5% |
| Afgesloten dienstjaren | 3.570.839 | 2.496.173 | 69,9% |

De globale realisatiegraad van de uitgaven op het eigen dienstjaar bedraagt 93,5%. Dit betekent dat 6,5% van de uitgaven die in het eigen dienstjaar werden vastgelegd, pas in de loop van het volgende dienstjaar gesaldeerd zullen worden.

Het beleid waarbij de facturen pas worden betaald op hun vervaldag –en niet meer meteen na hun ordonnancering- werd verdergezet gedurende het dienstjaar 2021. Verder blijft het OCMW

genieten van een betaaluitstel van 60 dagen op de facturen die Wolu-Facilities uitschrijft. Deze termijn verklaart waarom de realisatiegraad van de uitgaven van of minder dan 90% bedraagt voor het rusthuis en de thuisbezorgde maaltijden. Daar zijn de facturen van de poetsdienst en de levering van maaltijden ook het hoogst.

Het historische perspectief op de realisatiegraad van de vastgelegde uitgaven toont een grote stabiliteit: in het algemeen worden 93% à 94% van de vastgelegde uitgaven nog het dienstjaar zelf betaald.

5.2. Realisatiegraad van de ontvangsten: van netto vastgestelde rechten in inningen

De tabel die de mate van inning van de vastgestelde rechten illustreert, geeft een gelijkaardig beeld weer: 84,3% van de vastgestelde ontvangsten zijn in de loop van het dienstjaar daadwerkelijk geïnd.

| Ontv: N.V.R. / inningen | Vastgest.recht '21 | Inning '21 | % |
|-------------------------------|--------------------|------------|--------|
| Algemene ontvangsten | 15.323.811 | 14.710.424 | 96,0% |
| BFMW | 645.497 | 645.497 | 100,0% |
| Algemene administratie | 1.701.972 | 1.401.329 | 82,3% |
| Privaat patrimonium | 79.234 | 79.234 | 100,0% |
| Algemene diensten | 404.741 | 397.105 | 98,1% |
| Energiefonds | 23.490 | 0 | 0,0% |
| Voorschotten | 58.501 | 38.273 | 65,4% |
| Sociale bijstand | 15.094.648 | 11.624.323 | 77,0% |
| Rusthuizen | 6.238.740 | 4.800.145 | 76,9% |
| Dienstencentra | 276.313 | 163.361 | 59,1% |
| LOI | 464.413 | 383.007 | 82,5% |
| Gezins- en bejaardenhulp | 1.131.683 | 1.049.032 | 92,7% |
| Thuisbezorgde maaltijden | 106.505 | 90.854 | 85,3% |
| Beroepsinschakeling/-jobs | 313.686 | 257.038 | 81,9% |
| Schuldbemiddeling | 279.230 | 272.871 | 97,7% |
| Kuurinrichtingen | 0 | 0 | 0,0% |
| Woningen voor bejaarden | 283.718 | 240.249 | 84,7% |
| Ziekenhuis in vereffening | 30.000 | 30.000 | 100,0% |
| Totale ontvangsten incl. I.F. | 43.826.273 | 36.927.581 | 84,3% |
| Afgesloten dienstjaren | 10.012.571 | 6.803.828 | 68,0% |

Een inningsgraad van +/-80% van de ontvangsten van het eigen dienstjaar is redelijk normaal, omwille van de (terug)betalingstermijn vanwege de verschillende overheden en de begunstigden van de steun:

- de facturatie door de instellingen voor de maand november wordt door de debiteuren slechts in de loop van december ontvangen en de betalingen verlopen gespreid over verschillende weken. De facturatie van december gebeurt pas in het begin van het volgende dienstjaar;
- de inning van de vorderingen op de ziekenfondsen, de voorschotten op sociale uitkeringen, de terugbetaling van het leefloon door de Staat, ... gebeurt pas verscheidene weken na het overmaken van de invorderingsstaten door het OCMW (hetgeen logischerwijze aanleiding geeft tot een thesaurietekort op deze vorderingen op het einde van het dienstjaar).

In de praktijk dus, en deze vaststelling geldt voor talrijke activiteitsdomeinen, vinden de uitgaven dus plaats lang vóór de inning van de ontvangsten.

Als de gegevens in een historisch perspectief worden geplaatst zoals hieronder blijkt, valt op hoe moeilijk het is voor het OCMW om bepaalde ontvangsten in te vorderen, in het bijzonder de vastgestelde rechten van de afgesloten dienstjaren. Het percentage invordering op de afgesloten dienstjaren daalt sterk in 2020 als gevolg van de “bevriezing” van de vervolgingen, opgelegd door de verschillende overheden, alsook de lange onderbreking van de werking van de gerechtshoven in de loop van het jaar. Contentieuxdossiers die in de loop van het jaar op maturiteit zouden zijn gekomen (dagvaarding of oninvorderbaarstelling) werden zo in de tijd verlegd. In 2021 is de activiteit volledig hervat.

| Ontv: N.V.R. / inningen | R 18 | R 19 | R 20 | R 21 |
|-------------------------------|-------|--------|--------|--------|
| Algemene ontvangsten | 98,0% | 98,2% | 95,6% | 96,0% |
| BFMW | 67,8% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| Algemene administratie | 79,5% | 89,5% | 80,6% | 82,3% |
| Privaat patrimonium | 99,8% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| Algemene diensten | 99,0% | 99,6% | 99,4% | 98,1% |
| Energiefonds | 50,0% | 50,0% | 50,0% | 0,0% |
| Voorschotten | 42,6% | 58,3% | 20,5% | 65,4% |
| Sociale bijstand | 75,7% | 76,7% | 75,1% | 77,0% |
| Rusthuizen | 83,4% | 82,9% | 79,1% | 76,9% |
| Dienstencentra | 72,5% | 71,6% | 66,8% | 59,1% |
| LOI | 68,0% | 71,1% | 75,5% | 82,5% |
| Gezins- en bejaardenhulp | 94,6% | 90,2% | 81,0% | 92,7% |
| Thuisbezorgde maaltijden | 86,5% | 76,1% | 75,7% | 85,3% |
| Beroepsinschakeling/-jobs | 81,6% | 63,5% | 68,6% | 81,9% |
| Schuldbemiddeling | 90,2% | 68,8% | 91,0% | 97,7% |
| Kuuroorden | | | | |
| Woningen voor bejaarden | 66,4% | 52,2% | 74,1% | 84,7% |
| Totale ontvangsten incl. I.F. | 85,2% | 85,9% | 83,8% | 85,2% |
| Afgesloten dienstjaren | 57,7% | 69,1% | 59,6% | 68,0% |

De inningsgraad van de ontvangsten wordt berekend ten opzichte van de netto vastgestelde rechten, namelijk na de oninvorderbaarstellingen, welke een aanzienlijk bedrag vertegenwoordigen in 2021. Logischerwijze neemt de inningsgraad dus gevoelig toe in 2021, van 59,6% tot 68,0%.

Voor sommige functies is de inningsgraad hoofdzakelijk verbonden met de snelheid waarmee de overheden hun subsidies uitbetalen.

Dat is in het bijzonder zo voor de **sociale bijstand**: als gevolg van de gebruikelijke voortijdige uitputting van zijn begroting betaalt de Staat zijn tussenkomst in het leefloon/Equivalent leefloon niet meer vanaf de maand november/december. Daarenboven leidt de toekenning van terugbetaalbare sociale bijstand vaak tot het afsluiten van aflossingsplannen die over meerdere jaren lopen.

Sommige realisatiegraden volgen de continuïteit van in 2020 en blijken een stuk minder gunstig dan in de jaren 2018/19, als gevolg van de gezondheidscrisis: het rusthuis, de Heuvel, gezinshulp. Het aanzienlijk hogere aantal sterfgevallen dat in 2020 en 2021 werd opgetekend vermeerdert de moeizame invordering van de laatste facturen bij de families of erfgenamen. Daarnaast

werden sommige begunstigden geconfronteerd met betalingsmoeilijkheden als gevolg van onvoorziene kosten die zij hebben moeten dragen (hygiëne/beschermingsmateriaal, geneesmiddelen,...), wat hen ertoe brengt om de OCMW-facturen laattijdig te betalen.

5.3. Toestand van de thesaurie

In 2021 heeft het OCMW geen toevlucht moeten nemen tot thesaurievoorschotten in het kader van het dagelijkse beheer van het Centrum.

De referentierentevoeten voor interbancaire transacties zijn in 2021 het hele jaar door negatief geweest en hebben de **rendementen** bepaald die de banken op thesauriebeleggingen aanbieden: **nul**.

Hierdoor werd elke inspanning tot een gediversifieerde beleggingspolitiek van de OCMW-thesaurie overbodig.

Daarentegen, de toepassing door de banken van een **negatieve creditrente** op de thesaurie die we op de rekeningen aanhouden heeft kosten met zich meedragen voor het OCMW. Vanaf 2021 hebben de banken namelijk de limietbedragen die vrijgesteld zijn van de toepassing van de negatieve creditrente neerwaarts herzien.

Ondanks een dynamisch thesauriebeheer heeft deze factuur, die door de banken wordt opgelegd, 821,43€ gekost aan het OCMW in 2021.

6. Evolutie van de uitgaven inzake sociale bijstand

6.1. Evolutie van de bruto-uitgaven inzake sociale bijstand

| <i>Evolutie van sociale bijstand (k€)</i> | R 13 | R 14 | R 15 | R 16 | R 17 | R 18 | R 19 | R 20 | R 21 | % | % 20-21 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------|------------|
| BRUTO uitgaven | | | | | | | | | | | |
| LEEFLOON 65% | 4.109 | 4.653 | 5.064 | 6.223 | 7.944 | 8.612 | 9.138 | 9.894 | 10.305 | 12% | 4% |
| Equivalent leefloon | 1.604 | 1.785 | 1.269 | 1.186 | 1.237 | 1.251 | 1.221 | 1.229 | 1.321 | -2% | 8% |
| Sociale bijstand in cash | 175 | 146 | 121 | 137 | 183 | 299 | 247 | 190 | 264 | 5% | 39% |
| Sociale bijstand in natura | 63 | 49 | 54 | 66 | 66 | 99 | 115 | 111 | 99 | 6% | -11% |
| Gezondheidsverzekering | 24 | 49 | 25 | 12 | 9 | 14 | 19 | 16 | 14 | -7% | -10% |
| Energie | 82 | 41 | 26 | 21 | 20 | 58 | 69 | 102 | 74 | -1% | -28% |
| Transportkosten | 5 | 6 | 4 | 7 | 25 | 36 | 43 | 37 | 35 | 29% | -7% |
| Begrafeniskosten | 18 | 12 | 15 | 11 | 7 | 15 | 7 | 25 | 12 | -5% | -52% |
| Huurwaarborgen | 60 | 73 | 72 | 91 | 23 | 22 | 28 | 26 | 35 | -6% | 37% |
| Woonkosten rusthuis - Sint-Lambertus | 85 | 76 | 93 | 105 | 153 | 332 | 392 | 465 | 505 | 25% | 9% |
| Woonkosten rusthuis - extra muros | 610 | 762 | 725 | 890 | 810 | 953 | 957 | 814 | 620 | 0% | -24% |
| Hospitalisatiekosten | 93 | 76 | 44 | 65 | 74 | 79 | 93 | 87 | 73 | -3% | -16% |
| Tussenkomst in de huurkosten | 47 | 43 | 41 | 45 | 43 | 45 | 43 | 36 | 52 | 1% | 41% |
| Thuisdiensten | 6 | 12 | 8 | 8 | 4 | 9 | 8 | 12 | 7 | 3% | -38% |
| Gezondheidszorg/medicatie | 224 | 243 | 180 | 237 | 351 | 373 | 487 | 480 | 458 | 9% | -5% |
| Opvangtehuizen | 34 | 34 | 37 | 14 | 12 | 14 | 14 | 5 | 2 | -28% | -47% |
| COVID-19 hulp in cash | | | | | | | | 432 | 748 | | |
| COVID-19 hulp in natura | | | | | | | | 45 | 355 | | |
| Subtotaal | 1.526 | 1.621 | 1.446 | 1.708 | 1.780 | 2.348 | 2.523 | 2.884 | 3.355 | 10% | 16% |
| TOTAAL | 7.239 | 8.059 | 7.779 | 9.117 | 10.961 | 12.211 | 12.882 | 14.008 | 14.981 | 10% | 7% |
| TOTAAL excl. COVID | 7.239 | 8.059 | 7.779 | 9.117 | 10.961 | 12.211 | 12.882 | 13.531 | 13.877 | 9% | 5% |

Bovenstaande tabel illustreert de bruto uitgavenstromen, namelijk: zonder rekening te houden met de terugbetalingen door de Staat (leefloon), de cliënten en/of de alimentatieplichtigen.

De tabel laat aldus toe om het volume aan sociale activiteit van het OCMW te meten via de financiële stromen, alsook de omvang van de behoeften van de bevolking die het OCMW bedient.

De vaststellingen die onder punt 1 van deze nota worden opgeliist worden bevestigd: in de loop van de laatste 8 jaar zijn de uitgaven inzake leefloon gestegen met gemiddeld 12% per jaar (exclusief equivalent leefloon). De sociale bijstand op eigen middelen, van zijn kant, stijgt met gemiddeld 10% per jaar in dezezelfde periode. We zien de groei van de leefloonuitgaven vertragen in 2021 (+ 4%). De sociale bijstand op eigen middelen, daarentegen, kent een aanzienlijke groei: + 16%.

Verschillende types sociale bijstand vertonen –bovenop het leefloon- een aanzienlijk volume en/of groei in de laatste jaren. Zij zijn alle verbonden met het invullen van **basisbehoeften**:

- het (financiële) minimum om van te leven: leefloon, sociale bijstand in cash en in natura –al dan niet gesubsidieerd- en een tussenkomst in de betaling van huurgelden;
- het ten laste nemen van de rusthuisfactuur van bejaarden die niet over voldoende middelen beschikken om die factuur alleen te dragen;
- de zorgkost: hospitalisatie- en apotheekkosten, kosten van ziekenwagentransport.

Een zekere optimalisatie is opgetreden tussen de ‘klassieke’ bijstand in cash/natura (toegekend op eigen kosten) en de gesubsidieerde bijstand van eenzelfde type. Men dient de “COVID-19”-lijnen uit de tabel samen met de bedragen die voorkomen op de eerste twee lijnen te beschouwen, om zich een idee te vormen van de sterke toename van deze hulpvormen in 2020 en 2021.

De sterke afname van de bruto kosten met betrekking tot de ‘extra muros’-huisvesting van bejaarden is het gevolg van een bredere toepassing van het beleid volgens het welke het OCMW slechts tussenkomt voor de netto kost van de sociale bijstand, terwijl het rusthuis belast is met de inning van de inkomsten van de bewoner.

6.2. Evolutie van de netto-uitgaven inzake sociale bijstand

Onderstaande tabel drukt de nettokost uit van verschillende types sociale tussenkomsten (sociale uitgave –terugbetalingen). Het gaat uiteraard om de directe ‘nettokost’, zonder rekening te houden met afgeleide kosten zoals deze van het sociale en administratieve personeel, de briefwisselingskosten, IT-lasten enz.

Opmerking: we hebben in 2017 en 2018 aanzienlijke bedragen teruggevorderd inzake pensioenontvangsten van bejaarden die op last van het OCMW ‘extra muros’ gehuisvest worden (alsook, in 2018, van personen die gehuisvest zijn in het Sint-Lambertustehuis). In het verleden werden deze bedragen niet alle in de boekhouding ingeschreven. De regularisatie beïnvloedt de netto kost van 2017 en 2018 alsook de berekende groeivoeten. Daarom geven we een extra totaallijn weer die uitsluiting maakt van dit fenomeen.

| <i>Evolutie van sociale bijstand (k€)</i> | R 13 | R 14 | R 15 | R 16 | R 17 | R 18 | R 19 | R 20 | R 21 | % | % 20-21 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------|------------|
| <i>uitgaven- terugvordering begunstigen</i> | | | | | | | | | | | |
| LEEFLOON 65% | 1.991 | 1.844 | 2.092 | 2.498 | 2.780 | 2.584 | 2.741 | 2.868 | 2.771 | 4% | -3% |
| Sociale bijstand in cash | 83 | 71 | 52 | 68 | 126 | 206 | 192 | 159 | 225 | 13% | 42% |
| Sociale bijstand in natura | 53 | 40 | 29 | 35 | 53 | 87 | 101 | 102 | 90 | 7% | -11% |
| Gezondheidsverzekering | 24 | 48 | 21 | 9 | 8 | 13 | 19 | 15 | 14 | -7% | -8% |
| Transportkosten | 5 | 4 | 3 | 6 | 23 | 27 | 30 | 29 | 33 | 28% | 13% |
| Begrafeniskosten | 18 | 12 | 15 | 11 | 6 | 15 | 6 | 25 | 12 | -5% | -52% |
| Woonkosten rusthuis - Sint-Lambertus | 54 | 63 | 50 | 61 | 86 | 35 | 30 | 71 | 105 | 9% | 48% |
| Woonkosten rusthuis - extra muros | 352 | 429 | 220 | 258 | 7 | -15 | 121 | 68 | 129 | -12% | 90% |
| Hospitalisatiekosten | 52 | 63 | 41 | 52 | 67 | 71 | 88 | 75 | 62 | 2% | -17% |
| Tussenkomst in de huurkosten | 41 | 29 | 21 | 23 | 27 | 33 | 14 | 25 | 47 | 2% | 85% |
| Thuisdiensten | 6 | 12 | 8 | 5 | 3 | 9 | 8 | 12 | 7 | 3% | -38% |
| Gezondheidszorg/medicatie | 164 | 177 | 157 | 125 | 251 | 291 | 392 | 358 | 364 | 10% | 2% |
| Opvangtehuizen | 34 | 26 | 32 | 13 | 12 | 14 | 14 | 5 | 2 | -30% | -55% |
| Subtotaal | 884 | 973 | 649 | 667 | 667 | 787 | 1.015 | 942 | 1.090 | 3% | 16% |
| Subtotaal excl. rusthuizen | 478 | 482 | 378 | 347 | 574 | 768 | 865 | 803 | 855 | 8% | 6% |
| TOTAAL | 2.875 | 2.817 | 2.741 | 3.165 | 3.448 | 3.371 | 3.757 | 3.810 | 3.860 | 4% | 1% |
| Totaal excl. rusthuizen | 2.470 | 2.326 | 2.470 | 2.845 | 3.355 | 3.352 | 3.606 | 3.671 | 3.626 | 5% | -1% |

De sociale bijstand die wordt toegekend in het kader van COVID wordt integraal ten laste genomen door de overeenstemmende subsidies; zij genereren geen netto kosten (...maar wel administratieve kosten, uiteraard).

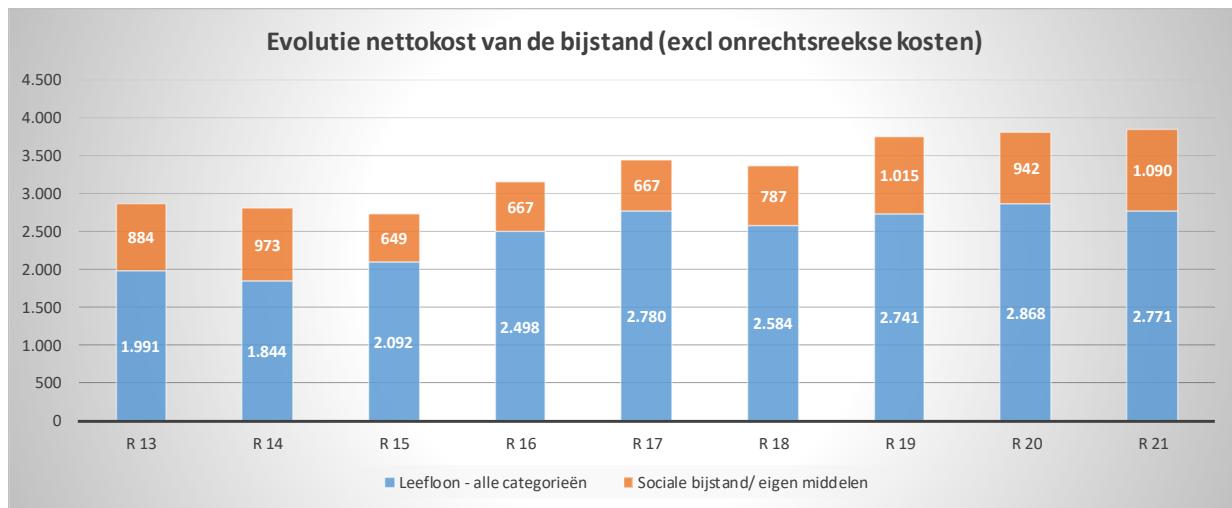
De financiële stromen met betrekking tot het equivalent leefloon zijn niet in de tabel opgenomen; deze worden voor 100% teruggbetaald door de Staat.

Globaal:

- de netto kost van het **leefloon** –een kost waarop het OCMW geen enkel vat of invloed heeft en die slechts gedeeltelijk wordt gedekt door de terugbetalingen van de POD-MI, bedraagt 2,77 miljoen € in 2021, een bedrag dat overeenstemt met **19,4% van de gemeentetoelage**. Nog steeds zonder rekening te houden met de onrechtstreekse kosten verbonden met het beheer van dergelijke dossiers;
- de **netto kost van het leefloon** neemt af in 2018, als gevolg van de stijging van de tussenkomst van de Staat (van 65% naar 70%) en van de subsidiëring van de GPMI die met de meeste leefloondossiers gepaard gaan...maar stijgt opnieuw in 2019 tot op hetzelfde niveau van vóór de opwaardering van de overheidsfinanciering. **In 2020 en 2021** heeft de Staat de OCMW's een verhoging toegekend van 15% van de terugbetalingen voor de nieuwe leefloners. Dit fenomeen verklaart waarom de nettokost van het leefloon slechts met 5% toeneemt in 2020 en zelfs met 3% afneemt in 2021.

Volgende grafiek illustreert de evolutie van de nettokost van de sociale hulp (leefloon en sociale bijstand op eigen middelen) over de laatste 9 dienstjaren heen.

Er blijkt duidelijk dat de groei van de budgettaire last van het sociale beleid hoofdzakelijk gedreven wordt door de toename van het leefloon.



7. Algemene conclusie

Het boekhoudkundig resultaat van -68.929,01€ van de rekening 2021 dient in de juiste context gezien te worden.

De rekening volgt de continuïteit van het dienstjaar 2020 en is gekenmerkt door het beheer van de COVID-19-crisis.

De **uitgaven** van het eigen dienstjaar stijgen aanzienlijk en worden hoofdzakelijk gedragen door de kost van het leefloon en van de sociale bijstand, maar ook door de personeelskost die, onder meer, het gevolg is van aanwervingen die gebeurd zijn in het kader van de “COVID-19”-subsidies, welke reeds in 2020 werden ontvangen. De kosten van de sociale bijstand, op hun beurt, worden gedekt door subsidies die merkelijk hoger liggen dan in het verleden, sommige toegekend in 2020 en andere in 2021.

Het invoeren van de tweede pensioenpijler en het doorvoeren van de herwaardering van de barema's zoals bepaald in het sectoraal akkoord dat binnen de schoot van het Comité C werd gesloten, genereren een zekere meerkost voor het OCMW. Deze maatregelen worden namelijk slechts gedeeltelijk gefinancierd door het Brussels Gewest.

De **ontvangsten** van het eigen dienstjaar (uitzondering gemaakt van de gemeentetoelage) stabiliseren ten opzichte van 2020 en komen terug naar een meer natuurlijk peil en groeiritme. De ontvangsten van 2020 werden inderdaad punctueel opwaarts beïnvloed door uitzonderlijke fenomenen: een zeer sterke “COVID-19”-subsidiëring en de terugbetaling van het BFM 2013-2014 door Erasme.

Het mechanisme van de COVID-19-betoelaging, die gespreid is over twee dienstjaren, verklaart het aanzienlijke bedrag aan ontvangen **overboekingen** uit het reservefonds. Vermeldenswaard inzake overboekingsuitgaven is de aanleg van provisies voor risico's en kosten met betrekking tot de GPMI-subsidie en tot toekomstige kosten inzake geschillen.

De ‘kuis’ die verricht werd in de overgedragen vorderingen uit het verleden heeft geleid tot de boeking van een aanzienlijk volume aan **oninvorderbare** ontvangsten. Hun boekhoudkundige impact op de gemeentetoelage wordt in zeer grote mate gecompenseerd door de vermindering van het fonds voor onzekere vorderingen.

Global geeft het afsluiten van de jaarrekening 2021 aanleiding tot een **vermindering van de gemeentetoelage voor het dienstjaar 2022 met 11.379,09€**.